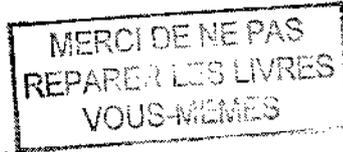
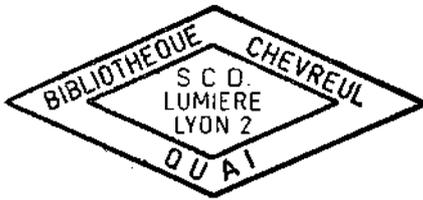


UNIVERSITE LYON-II

7. 11

UER - INSTITUT AUX PRATIQUES PSYCHOLOGIQUES  
SOCIOLOGIQUES ET EDUCATIVES

Section Sciences de l'Education



# L' EDUCATION DE BASE A MADAGASCAR, DE 1960 A 1976 : motivations et contenus des changements

THESE de DOCTORAT de TROISIEME CYCLE

1983

présentée par

**ZENY Charles**

17.02.83

631366

Sous la direction de Mme Marcelle DENIS, Professeur à l'Université de DIJON

## TABLE DES MATIERES

Avant-Propos .....	I4
Introduction .....	I7

### PREMIERE PARTIE

#### LES RACINES DE "L'EDUCATION DE BASE" AVANT 1960

Introduction .....	30
--------------------	----

#### CHAPITRE I : L'héritage traditionnel et missionnaire .....

##### A - Le Principe Educatif dans la vie traditionnelle .. 31

- 1) Principe général de l'éducation "traditionnelle" chez le Fokonolona ..... 31
- 2) L'instinct collectif chez le fokonolona ..... 33
- 3) Le rôle social de l'enfant dans son village ... 35
- 4) L'éducation libertaire de l'enfant malgache ... 36

##### B - L'héritage missionnaire ..... 40

- 1) L'influence du protestantisme ..... 40
- 2) L'apport des missionnaires catholiques ..... 49
- 3) Rivalités missionnaires et problème de langues... 56
- 4) Les luttes d'influences ..... 59

#### CHAPITRE II: L'héritage colonial

##### A - Objectifs généraux de l'enseignement colonial ..... 65

- 1) Propagation de la culture et de la langue française ..... 65
- 2) La préparation des "auxiliaires" de la colonisation dénommés "élites"..... 68
- 3) Laïcisation des écoles et lutte contre les missionnaires ..... 69
- 4) Organisation de l'enseignement chez Galliéni ... 72

##### B - Evolution des objectifs du programme colonial ..... 80

- 1) Augagneur Socialisme ou lutte pour les "petits". 81
- 2) Lutttes anti-nationalistes comme source de changement de programmes et de politique éducative ..... 84

3) Les grandes réformes à la veille de l'indépendance .....	90
4) Evolution du problème des langues .....	95
Conclusion partielle .....	99

DEUXIEME PARTIE

POUR ASSUMER L'INDEPENDANCE (1960),

FAUT-IL UNE EDUCATION DE BASE franco-malgache  
ou ruralisée ?

Introduction .....	I04
--------------------	-----

CHAPITRE I : Education de base "franco-malgache" : Le modèle européen

<u>A - Objectifs et problèmes de l'école "néo-coloniale" malgache</u> .....	I08
1) Problèmes d'équivalence de cultures .....	I08
2) Les Accords de Coopération .....	II2
3) Bilinguisme et guerre des langues .....	II3
4) La "guerre des manuels" scolaires .....	II5
<u>B - Organisation, programme et méthodes</u>	
1) Le système sélectif .....	I30
2) Le premier cycle de l'école primaire : une forme d'éducation de base .....	I32
3) Les thèmes du programme .....	I37
4) Les méthodes de "préparation à la vie".....	I42

CHAPITRE II: L'éducation de base "ruralisée" : L'Ecole Rurale du Premier Cycle (EPC)

<u>A - Objectifs et organisations</u>	
1) Naissance de l'EPC ; la phase préparatoire .....	I52
2) Définition des objectifs .....	I54
3) La malgachisation .....	I59
4) L'organisation du cycle .....	I61
<u>B - Programmes et méthodes</u>	
1) Le contenu du programme .....	I64
2) Les manuels utilisés .....	I70
3) Nouvelle méthode et nouveau programme de français .....	I75
4) L'Etude du Milieu .....	I80
Conclusion partielle .....	I89

## TROISIEME PARTIE

### POUR ASSURER L'INDEPENDANCE SOCIO-ECONOMIQUE

#### FAUT-IL UNE EDUCATION DE BASE modernisée ou collective, ou productive ?

Introduction .....193

#### CHAPITRE I : L'éducation de base "modernisée" par la créativité à l'école

##### A - Les problèmes soulevés par l'EPC dans l'ensemble du système scolaire primaire .....

- 1) L'évolution de l'enseignement primaire à Madagascar .....197
- 2) Le problème de planification scolaire .....202
- 3) Le problème de la formation des maîtres .....204
- 4) L'école du modèle EPC .....208

##### B - Les "innovations modernes" .....

- 1) La radio scolaire .....215
- 2) Les "mathématiques modernes" ou "l'initiation logique" .....219
- 3) L'initiation technologique ou "activités éducatives pratiques" .....223
- 4) "L'Education sensori-motrice" .....229
- 5) L'Education Sanitaire et Nutritionnelle .....231
- 6) Le Français "rénové" ou la méthode ILA .....232

#### CHAPITRE II: ou collective et productive ?

##### A - L'école de promotion collective : (1971-72) .....

- 1) L'imbroglio scolaire : existence de plusieurs types d'écoles .....241
  - a) Ecole européenne et conventionnée .....242
  - b) Ecole centrale .....244
  - c) Ecole annexe .....245
  - d) EPPD .....245
  - e) L'atelier scolaire .....246
- 2) Vers l'école de promotion collective .....249
  - a) Pour une école unique .....249
  - b) L'Ecole investissement de base .....250
  - c) L'expérience des autres pays .....252
  - d) L'orientation vers l'école de promotion collective .....254

<b>B - <u>L'école productive (1973)</u></b>	
1) L'élaboration d'un nouveau contenu programmé ....	260
2) Les nouvelles matières à enseigner .....	266
3) Relance des travaux manuels et pratiques .....	268
4) Produits et coopératives scolaires .....	269
Conclusion partielle .....	271

QUATRIEME PARTIE

POUR UNE INDEPENDANCE EFFECTIVE (1975)  
FAUT-IL UNE EDUCATION DE BASE ...

Introduction .....	275
--------------------	-----

CHAPITRE I : ... "socialiste" ?

<b>A - <u>Les sources probables du socialisme dans l'éducation de base à Madagascar</u></b> .....	
1) Les mouvements nationalistes malgaches .....	277
2) Influence de quelques conférences internationales .....	293
3) La revalorisation de la culture nationale .....	303
4) Le besoin d'une nouvelle pédagogie .....	306
<b>B - <u>L'éducation de base en 1976</u></b> .....	
1) Origine .....	309
2) Objectifs généraux et structures .....	311
3) Contenu du programme : thèmes et centres d'intérêt .....	315
4) Les méthodes .....	318

CHAPITRE II: ...etou fonctionnelle ?

<b>A - <u>La relation école-milieu</u></b> .....	
1) Rappel des problèmes posés par l'enseignement ...	321
2) Elargir l'éducation de base .....	324
3) L'ouverture au milieu .....	325
4) Les limites de l'ouverture .....	329

0 B - <u>La relation école-travail</u> .....	331
1) La soif d'apprendre .....	332
2) Le besoin de formation professionnelle .....	334
3) Le contenu de la formation .....	337
4) L'organisation de l'école du travail .....	339
Conclusion partielle .....	344
 CONCLUSION GENERALE .....	 346
BIBLIOGRAPHIE .....	359
ANNEXES .....	382

P R E M I E R E P A R T I E

LES RACINES DE L'EDUCATION DE BASE  
AVANT 1960.

- I - L'héritage traditionnel et missionnaire.
- II - L'héritage colonial.

### Introduction

Si le contexte de l'Indépendance veut donner à l'éducation de l'enfant une nouvelle formulation, il n'en demeure pas moins que cette éducation ne peut pas se débarrasser, du jour au lendemain, de ses origines et de ses séquelles.

C'est en les analysant que nous pourrons essayer de comprendre les changements qui viendront par la suite au sein de l'école.

A travers l'école, nous voyons surtout l'enfant et les considérations qu'on veut lui porter.

De quel héritage éducatif profitent l'enfant et l'école malgaches au moment de l'Indépendance ?

## CHAPITRE I

### L'héritage traditionnel et missionnaire

Comme en Afrique, "avant le colonialisme, (...) les enfants recevaient une éducation (traditionnelle) qui les préparait à la vie au village, et les villages étaient (...) des écoles" (1). Malgré la présence de l'école, et surtout dans les villages sans école, l'éducation villageoise continue encore aujourd'hui à influencer l'enfant.

#### A - Le principe éducatif dans la vie traditionnelle

##### 1) Principe général de l'éducation traditionnelle chez le Fokonolona

En plus de la famille et du clan, le village entier participe à l'éducation de l'enfant par la morale du groupe, les courants de pensées qui l'animent, les initiations, l'appel à la participation aux travaux communautaires. C'est l'éducation fokonolona.

Il existe plusieurs définitions du Fokonolona suivant l'espace et le temps. Madagascar est large et les groupes humains sont généralement éloignés les uns des autres. A chaque groupe correspond une forme particulière de Fokonolona. Il en existe pourtant des points communs qui permettent de les définir.

Le "Fokonolona" est une communauté villageoise qui à l'origine était "un clan (ou parfois un lignage) de type patrilinéaire et patrilocal unissant sur un même territoire (fokontany) les descendants d'un même ancêtre (razana) dont la tombe constitue le

---

(1)- UNESCO-BIE, Réformes et Innovations Educatives en Afrique, p. 19.

pôle mystique où le groupe vient retrouver sa cohésion" (1).

"Le Fokonolona désigne l'assemblée des villageois qui se reconnaissent un même ancêtre, partagent les mêmes croyances et vivent sur le mode du FIHAVANANA (lien parental ou affectif), fondement même des sagesses ancestrales" (2).

Ou encore, le Fokonolona serait un "groupe familial très élargi vivant en communauté" (3).

Ces premières définitions du Fokolona indiquent déjà le type d'éducation et de société dans lesquelles va être inséré l'enfant malgache. Son équilibre psychique, affectif et intellectuel se trouve dans le Fokonolona.

A l'arrivée des missionnaires, ces formes de Fokonolona n'ont pas beaucoup évolué.

Avant qu'il ne le soit par le Fokonolona, l'enfant est d'abord soumis à son "Hazomanga" (4). C'est le chef du culte des ancêtres. C'est en même temps le lien vivant qui unit les descendants d'une même famille. C'est par (le) Hazomanga que les clans et les tribus retrouvent leur cohésion. Il est le lien qui unit l'enfant à ses ancêtres morts. Dès son jeune âge, celui-ci est présenté à Dieu et aux aïeux au lieu sacré dit "hazomanga"(5). Durant toute sa vie

---

(1) - CONDOMINAS cité par MANASSE Esoavelomandroso dans Recherche Pédagogique et Culture, pp. 6-14, cf. *Bibl.*

(2) - LEMAYRIE Philippe, "La Révolution à Madagascar," Afrique-Asie n° 113 du 28 Juin au 11 Juillet 1976, p. 16.

(3) - ARBOUSSET (R.), Le Fokonolona à Madagascar, p. 11, cité p. RAPELA Jaomaria, Réflexions sur l'Education, p. 9.

(4) - Hazomanga (avec grand "H") : chef du culte des ancêtres, patriarche, gardien des traditions; Malinowski parle de "soumission à la culture" (cf. Trois essais sur la vie sociale des primitifs, p. 11).

(5) - hazomanga (avec petit "h") : lieu de culte des ancêtres (par convention) où sont déposés les reliques, autel; ce vocable est surtout utilisé chez les Sakalava (population à l'Ouest de Madagascar). Il existe des croyances similaires chez les autres tribus.

l'enfant se doit de respecter celui-ci. Il doit être toujours présent aux cérémonies cultuelles.

Le Hazomanga est le détenteur vivant des règles socio-culturelles qui régissent la grande famille. Il préside aux sacrifices offerts en l'honneur des ancêtres, règle les problèmes quotidiens et donne des bénédictions à ceux qui en ont besoin. Ses paroles ont force de loi. Il enseigne aux jeunes, aussi bien qu'aux parents, la morale, le sens civique et social, les techniques et son expérience vécue. Tout l'héritage culturel du Fokonolona se retrouve donc chez lui.

Il est rare que les Malgaches qui ont été christianisés aient complètement abandonné leur hazomanga. Celui qui le ferait couperait son lien avec la famille, le clan et les Dieux, et n'aurait plus droit à être enterré dans le tombeau familial. C'est la pire des sanctions chez eux (1).

L'influence du Hazomanga dépasse celui du Fokonolona dans l'éducation de l'enfant. Il a un contact direct et permanent avec les parents et les enfants. Ceux-ci l'écoutent grâce à son ascendance. A longueur de temps, de famille en famille, et de mariage en mariage, le Fokonolona s'élargit et groupe plusieurs hazomanga. Et l'enfant se sent solidaire de tous ces cultes. Le Fokonolona est traditionnellement dirigé par une assemblée de Hazomanga (2).

## 2) L'instinct collectif dans le Fokonolona

Par extension, le Fokonolona, groupement de " foko " (clans différents), habitant la même zone, est un groupe organisé, dirigé par une assemblée de notables ayant pour fin la cohésion du groupe, la réalisation de travaux en commun, d'une défense commune

---

(1) - RALIBERA (Le P. Rémi), "Famille Malgache", Missi n°10, 1970, p. 315.

(2) - Actuellement, le Fokontany, siège du Fokonolona, est dirigé par un Président élu au suffrage universel de ses membres, ainsi que les membres du bureau du Fokontany.

contre les éléments déchainés. L'assemblée joue en même temps le rôle de police et de juge.

"L'éducation traditionnelle" villageoise ou Fokonolienne est une éducation large pour ne pas dire anarchique. Elle se fait par la masse, pratiquement, sans programme autre que celui de la vie, sans examen, sans sélection, sans diplôme autres que ceux de la compétence au travail et de la capacité d'intégration dans la société. L'enfant hérite généralement sa profession du père qui l'a initié, ou du groupe social qui l'a influencé, mais il est toujours libre de choisir la profession qui lui convient suivant son intérêt et son aptitude.

Avec Andrianampoinimerina, roi d'Ambohimanga (Tananarive) de 1787 à 1810, et pour qui le "devoir sacré (est) de protéger les pauvres et les humbles contre les riches, afin que les premiers ne soient pas affamés par les autres" (1) commença un nouveau type de relation sociale dont l'éducation traditionnelle devait tenir compte. Il a introduit "une conception de la démocratie et du socialisme (traditionnels)" (2), en orientant nettement le principe de base du Fokonolona sur des problèmes de développement économique : constructions de digues, barrages, canaux d'irrigations, préparation de rizières communes, etc ...

Cette conception aura été reprise et élargie par son fils et successeur Radama I (régnant de 1810 à 1828), qui a accueilli les missionnaires protestants en 1818.

Quelle est la place de l'enfant dans le Fokonolona ?  
Quel type d'éducation lui est-il proposé ?

---

(1) - Cité p. THIERRY (S.), Madagascar, p. 33.

(2) - THIERRY (S.), ibid.

### 3) Le rôle social de l'enfant dans son village

L'enfant est d'abord et avant tout le "descendant"(1) et l'héritier. Il est l'héritier non seulement des richesses familiales mais aussi des traditions, des coutumes, de toute la culture que lui a laissée ses parents, ses grand-parents, son clan, sa tribu, sa patrie. Tout le contexte culturel l'initie à sauvegarder et à défendre son patrimoine culturel. Beaucoup d'adages populaires témoignent de ce souci, tels : "Aza manary fomban-drazana" (Ne rejette jamais les traditions), "Tahio ny an-teña, fa ny an'olo tsy homeny" (Protège bien les tiens, les autres ne donneront pas les leurs).

L'enfant se doit de connaître et de respecter la culture de ses ancêtres s'il ne veut pas être rejeté du village.

"Ainsi, l'enfant sera éduqué à comprendre le sens des valeurs des traditions et à les respecter, à comprendre et à conserver l'ordre établi par les anciens, à comprendre et à défendre l'authenticité, habitudes et croyances, de son propre groupe communautaire, à connaître et à aimer son pays" (2).

L'enfant doit d'abord assumer sa propre éducation. On l'initie à avoir constamment les yeux ouverts, les oreilles ouvertes. Sa place, sa valeur et son statut dans la société dépendent de ses disponibilités à accueillir les valeurs ancestrales. Il sera le "sage", le "patriarche". Telles sont les finalités éducatives auxquelles il se destine. Mais on ne le laissera pas agir tout seul, et "c'est tout le groupe qui a à faire son éducation en lui faisant respecter les valeurs traditionnelles" (3).

Il n'y a pas de traditions écrites. Beaucoup d'effort

---

(1) - RANDRIANARISOA (P.), Madagascar et les croyances et les coutumes traditionnelles, p.80.

(2) - id., L'enfant et son éducation dans la civilisation traditionnelle malgache, p. 69.  
cf. aussi CHANDON-MOËT (B.), Vohimasina, p. 101.

(3) - id., op.cit., p. 56.

d'attention est demandé à l'enfant ainsi qu'un effort constant de mémorisation. Mais en étant toujours présent aux rites, aux manifestations, aux multiples activités de la vie villageoise, il apprend sans peine la culture ancestrale par répétition et constance des idées contenues dans sa civilisation.

L'éducation morale et civique se fait surtout le soir au coin du foyer. "Le foyer est l'école où les parents donnent consciemment ou inconsciemment à l'enfant, par la pratique et l'exemple, sa formation ; en même temps, c'est le milieu où il se prépare à vivre dans une société dont les obligations et les lois gravitent autour du culte des ancêtres, du respect des anciens, de l'observation des usages et des coutumes, de l'amour (...) du fihavanana" (1).

L'enfant doit être présent à ces veillées éducatives à moins qu'il ne soit malade. A ce moment aussi, les adultes discutent et échangent leurs expériences, pour en faire profiter à leurs progénitures.

"Après le dîner, raconte Ndaopara, nos parents assistaient à nos jeux, racontaient des légendes à nos frères et sœurs cadets. Ils nous apprenaient des chansons et la morale. Ils faisaient des "ankamantatra" ou jeux de mots et devinettes. Ils critiquaient les jeux de luttes brutales, le lancement de cailloux à la fronde, le maniement de la sagaie (...) C'était la soirée qui était la soirée d'enseignement" (2).

L'éducation de l'enfant se fait par la pratique et c'est par la pratique aussi qu'il doit montrer ses acquisitions.

#### 4) L'éducation libertaire de l'enfant malgache

Les aides aux parents et les jeux prennent une place

---

(1) - id., op. cit., p. 75-76.

(2) - Extrait d'autobiographie recueillie p. VASILE (T.) et WOLLET (J.C.), Madagascar, Mascareignes et Comores, p. 209 et 219.

importante dans l'éducation de l'enfant malgache.

Quand l'enfant participe aux activités professionnelles du père ou du travail collectif du fokonolona, il le fait pour son initiation et sous forme d'aides. Participer aux activités des adultes est en même temps un apprentissage et une aide parce que l'enfant ne doit pas le considérer comme un travail. Il n'est pas obligé à participer, ni à aider. S'il participe, ce serait de sa propre initiative. On le sollicite en lui expliquant son intérêt et l'intérêt commun, On lui expliquera que celui qui ne participe pas aux travaux sociaux est désapprouvé par la société, mais l'enfant prend seul sa décision et personne ne doit lui en vouloir. En général, il prend une décision positive. Ainsi l'enfant apprend à "s'auto-gérer".

L'acceptation consciente de la participation aux activités des adultes enlève à l'enfant toute idée de contrainte.

Il apprend ainsi la valeur qu'on veut donner à sa personne dans la société. Quand il sera grand, son appartenance à la société lui sera absolue.

Comme en Afrique, "élever un enfant se dit ici : le faire grandir. Or, faire grandir consiste à le nourrir jusqu'à ce qu'il soit en âge de subvenir lui-même, à ses besoins. Quant au reste, c'est l'enfant qui s'élève" (1).

Les jeux, transmis depuis des générations, ont un aspect éducatif.

Parmi les jeux qui leur sont connus, les enfants décident en commun des thèmes des jeux qu'ils vont pratiquer dans la journée. Iront-ils à la chasse aux sauterelles ou aux oiseaux ? Ils

---

(1) - Paroles d'un missionnaire d'Afrique du Sud, rapporté par ALLIER (R.), dans Psychologie de la conversion, cité p. ERNY (P.), L'enfant et son milieu en Afrique Noire, p. 80.

prépareront tout seuls les fléchettes appropriées. Ils poseront les pièges. Ils étudieront ensemble les stratégies qu'il faut utiliser, compte tenu de la forêt, du vent, du temps, etc ... Joueront-ils à la poterie, ils décideront de ce qu'il faut modeler : charettes ou animaux, ou activités sociales, etc ...

S'il se pose un problème de discipline, de nouvelles règles sont proposées, discutées, et les jeux prennent ainsi des variantes. Les parents n'interviennent pas dans les jeux mais les surveillent.

Par les jeux, l'enfant apprend non seulement à parfaire son agilité, à aiguïser son intelligence, à respecter la discipline et à affiner son jugement mais il apprend aussi à être libre.

On pourrait parler ici de "pédagogie libertaire" ou de "pédagogie non-directive".

Voilà pourquoi ces "petits malgaches, dont les parents étaient des barbares" (1) sont d'une "grande mobilité d'esprit" (2).

En fait il n'existe pas de véritable "pédagogie traditionnelle", dans la mesure où la pédagogie suppose l'existence d'un ensemble de règles précises. Ici, il n'y a pas de règles et de méthodes claires. Ce serait plutôt l'anarchie pédagogique d'où l'aspiration encore plus profonde des enfants à la liberté sauvage.

Qu'ils soient "sauvages" (3), "indépendants" (4), "insolents, orgueilleux" (5), "la vérité est que les Malgaches sont des hommes, semblables à tant d'autres hommes, n'ayant, pour tout bagage et dans tous les domaines, que la science donnée par

---

(1), (2) - RENEL (Ch.), Principe de Pédagogie Indigène, à l'usage des Européens, p. 4.

(3), (4), (5) - RABEDAORO (S.), Les Obstacles psychologiques au développement de Madagascar, p. 46.

l'expérience et cela pendant de longs siècles"(1).

Comme tant d'autres hommes, ayant vécu dans la liberté, ils aspirent à "l'autogestion" (2). Cet idéal permanent est transmis inconsciemment de génération en génération.

Malgré les influences culturelles qui seront venues de l'extérieur, celles des Hazomanga, Rangahy, Lohaolona, Olobe, Raondriana (3) et des Fokonolona auront toujours eu leur impact dans l'ensemble de la population malgache.

L'éducation traditionnelle a un double objectif. Elle prépare d'une part la personnalité de l'enfant car comme le dit le proverbe : "Adala izay mivari-lavo " (4). Elle l'initie d'autre part à s'insérer dans la société, en le préparant à ses futures fonctions et en le préparant aussi à prendre part aux activités du groupe social. "Ny mitambatra vato" (5), "Hazo tokana tsy mahazo hae" (6), "Akanga maro tsy vakin'amboa" (7), "Hazo tokana tsy mba ala" (8), sont autant de proverbes qui attestent l'appel à l'union des forces sociales et le désir de se serrer les coudes afin de travailler en commun. On cite souvent ces proverbes pour mettre

---

(1) - RUSSITLON (H. le Réverend), Un petit continent Madagascar, cité p. RABEDAORO (S.), op.cit., p. 54.

(2) - cf. LOBROT, La Pédagogie Institutionnelle, pp. 127-210.

(3) - Différentes appellations des patriarches.

(4) - Littéralement: "est bête celui qui se laisse tomber", c'est-à-dire qu'il faut toujours dépasser son niveau.

(5) - Ceux qui s'unissent sont comme une pierre (traduction libre).

(6) - Un doigt ne peut attraper un poux (traduction libre).

(7) - Un chien ne peut pas attraper plusieurs pintades (trad. libre)

(8) - Un arbre ne fait pas une forêt (traduction libre).

en exergue le "socialisme" traditionnel dont le Fokonolona en est la base, car c'est au sein du Fokonolona que s'exprime l'unité de ses membres.

Dans cet héritage culturel traditionnel va se greffer l'héritage missionnaire.

## B - L'héritage missionnaire

### 1) L'influence du protestantisme

La colonisation politique des Malgaches aurait été officialisée en 1896, mais la véritable colonisation, celle de l'esprit, a commencé avec l'évangélisation et la scolarisation. Un an après la découverte de la "Grande Ile" par le navigateur portugais DIEGO DIAZ, en Août 1500, le jour de la "Saint-Laurent", le roi du Portugal, don Manoël, rendit compte de la découverte de l'Ile au Pape Jules II de cette "bonne nouvelle et décidait la colonisation et l'évangélisation de Madagascar" (1).

L'Ile se trouvant à onze mille kilomètres de l'Europe fut envahie petit à petit par des "groupements ecclésiastiques variés et de pays différents (...) ayant pour but commun d'apporter aux Malgaches la prédication de l'Évangile et les bienfaits de la civilisation chrétienne" (2) dont le "patrimoine commun est la Bible" (3) traduite en malgache et qui constituait à elle seule le programme scolaire.

L'éducation scolaire à Madagascar a commencé par l'ouverture successive d'une instruction religieuse à Tamatave

---

(1) - ENGELVIN (A.), Les Vezo ou Enfants de la mer, ... p. 65.

(2), BIANQUIS (J.), "L'oeuvre des missions protestantes à Madagascar", Maison des Missions Évangéliques, 1907, p. 21.

(1818) et d'une école protestante à Tananarive (1820) par la LMS (1). Les missionnaires protestants de Londres voulaient au départ faire de l'éducation scolaire malgache un instrument de "propagande religieuse" (2).

La L.M.S., "fondée par les partisans convaincus de la séparation des Eglises et de l'Etat"(3) est réputée "Société indépendante de l'église anglaise, sans lien par conséquent avec le gouvernement anglais" (4). Cependant, "les frais qu'avait nécessité l'oeuvre jusqu'alors entreprise avaient été pris en charge par l'Angleterre, tant par le gouvernement que par la L M S" (5).

Celle-ci, dès 1798 avait envisagé d'envoyer des missionnaires dans la Grande Ile. En 1818, ils ont déjà été à pied d'oeuvre (6).

De 1820 à 1828, quatorze hommes furent envoyés à Tananarive dont "six missionnaires et huit artisans (rompus) aux principaux métiers : charpente, forge, tannerie, tissage, imprimerie, fabrication de briques, savon, etc ..."(7). Ils diffusaient l'écriture latine déjà introduite à la cour royale par le français Robin qui a aussi créé la première école de filles, en 1824, dont l'effectif groupait une centaine d'élèves (8).

Pour atteindre l'esprit et le coeur, la démarche des missionnaires était simple : "Sans éliminer les valeurs traditionnelles, le christianisme apporte une unité culturelle ainsi qu'un goût de l'instruction, trait caractéristique de la société malgache (...)

---

(1) - LMS : London Missionary Society ou Société Missionnaire de Londres, de confession protestante, créée en 1795.

(2) - Galliéni, Gouverneur Général de Madagascar de 1896 à 1905.

(3),(4),(5) - BIANQUIS (J.), op. cit., p. 23.

(6),(7) - id., ibid, p. 22.

(8) - VALETTE (J.), Etudes sur le règne de Radama Ier, p. 23 et 27. Robin était le chef de l'armée du roi Radama Ier. Il l'a instruit.

Le fait religieux devient un facteur politique important" (1).

Et il faut reconnaître comme RAZAFINDRABE (Maminiana) "que pour le cas de Madagascar, les missions ont servi d'appui aux visées politiques (expansion coloniale anglaise) de Farquhar"(2).

Croyant déjà en Dieu, de par le culte malgache des ancêtres, admirateur de Napoléon Bonaparte (1769-1821) dont il a sans doute entendu raconter les épopées héroïques et informé de la technicité des Blancs qui lui fournissaient des armes à feu et de jolis cadeaux, le jeune roi RADAMA I (1810-1828) était conscient des bienfaits et des aides que pourraient lui apporter les missionnaires-artisans. Il a fait appel à eux en écrivant une lettre à la LMS en date du 29 Octobre 1820. La présence de Louis GROS, dès 1819, protestant, entrepreneur en construction et ayant formé sur place des charpentiers, menuisiers et ébénistes, a sans doute sensibilisé le roi.

Après l'ouverture de l'école primaire, le 8 décembre 1820, par le Réverend Jones, des artisans sont venus compléter le rang des missionnaires en Juin 1822 : Brooks (charpentier), Chick (forgeron), Rowland (tisserand), Canham (tanneur). En 1826, la LMS s'est fait envoyer une machine à tisser et Cuming pouvait enseigner la filature. Aux côtés des Anglais, des artisans bénévoles français ont marqué leur présence : Carvaille en ferblanterie et Mario dans l'art de manier l'aiguille (3). Le Centre de Madagascar, Tananarive, devenait rapidement un centre de progrès technique. Voici comment VALETTE souligne ce progrès :

"L'Enseignement Technique sous Radama Ier"

"(...) Les missionnaires (...) s'attachèrent à promouvoir un véritable enseignement technique dont les conséquences et

---

(1) - CADOUX (Ch.), La République malgache, p. 14.

(2) - RAZAFINDRABE (M.), Mission, Religion et Politique: étude sur la pénétration du protestantisme à Madagascar, p. 214.

(3) - id., ibid., p. 194.

les résultats furent déterminants dans l'évolution économique et sociale de l'Imerina. Radama, qui en comprit d'ailleurs toute l'importance pour l'avenir de son pays, suivit avec beaucoup de soins les progrès réalisés en cette matière. Dans sa pensée, le développement professionnel du peuple merina constituait même la partie essentielle de l'initiation aux méthodes européennes qu'il avait décidé d'implanter dans son royaume. Pour lui l'école et l'atelier formaient les deux principes de développement de son jeune Etat. Ce sont ces artisans (de LMS et du Gouvernement britannique) (...) qui créèrent des ateliers dans la capitale et qui, en formant des apprentis, fondèrent l'enseignement technique" (1).

L'introduction de l'école et de la technique européenne était une nouveauté dans la société traditionnelle malgache. Ceux qui étaient venus à l'école et à l'atelier ont appris "quelque chose" de plus que le Malgache ordinaire. "Les individus qui auront acquis une formation de maîtres ou d'artisans, écrit Razafindrabe(2), devinrent des personnages importants et influents dans la société". Ils devenaient de plus en plus des êtres supérieurs. Ils étaient considérés comme des nouveaux "savants". "Ils pensaient que mener une vie à l'europpéenne, savoir lire et écrire, et à la limite être chrétien, étaient des signes de promotion et d'affermissement de leur position sociale" (3).

Les protestants ont donc bel et bien transposé à Madagascar une conception pédagogique qui a fait son chemin, dans les pays de confession réformée. Nous apprenons par Madame DENIS (4) que les "origines de la pédagogie d'inspiration protestante" se retrouvent dans "la lignée laïque de la Renaissance" (aristotélisme à tendance matérialiste, néoplatonisme avec "idée de la divination de l'homme", - théosis ou théososis -, éthique réaliste et laïque,

---

(1) - VALETTE (J.), Etudes sur le règne de Radama Ier, p. 28.

(2),(3) - id., ibid., p. 186.

(4) - DENIS (M.), "Les Doctrines d'inspiration protestantes" dans AVANZINI (G.) et collectifs, Histoire de la Pédagogie du 17<sup>e</sup> siècle à nos jours, pp. 23-44.

éthique morale), dans "la lignée politique du mouvement hussite", Wyclif (+ 1384), Jean Hus (1369-1415), mouvement révolutionnaire des Albigeois en France, insurrection contre l'esclavage, activités des Lollards en Angleterre, communautés des Frères Moraves en Bohême, etc ...) avec laquelle "un programme s'élabore en faveur des nécessaires" insufflé par "le christianisme offrant un idéal social : le bonheur de l'homme", et dans "la lignée religieuse de la réforme protestante" animée par Luther (1483-1546) pour qui la réforme de l'Eglise entraîne nécessairement la réforme de l'école. "Philippe Melancton réussit à persuader Martin Lûther de la nécessité d'une éducation humaniste" (1). La philosophie et la technique de la pédagogie d'inspiration protestante étaient largement développées par l'un des grands organisateurs de l'école réformée protestante : Komensky dit Comenius (1592-1670) dont les idées fondamentales se retrouvent chez les protestants de Madagascar. "Théorie et pratique ne se séparent pas dans l'oeuvre coménienne (...)" (2). Les protestants de Madagascar, de même que les Malgaches, donnent une importance particulière au travail manuel. "Comenius considère que le travail donne aux hommes un caractère compétitif avec Dieu" (3). On connaît la caractère sacré que le Malgache donne au travail du bois et du métal : sculptures sacrées, bracelets d'argent sacrés, etc ... Le sculpteur est un créateur : il donne une forme et une vie mystique à la matière inerte. S'il n'est pas l'équivalent de Dieu, sa science est inspirée par un "esprit" (Dieu) qui l'aide à créer. Ce n'est pas lui qui crée, c'est le Dieu qui est en lui qui le guide. Mais Dieu ne choisit pas n'importe lequel des mortels. Voilà pourquoi, celui qui a été choisi, "l'élû", sort du commun : il est supérieur aux autres. On comprend pourquoi le missionnaire-artisan "Blanc" était bien accueilli parce qu'il portait en lui un caractère sacré. Son rang était d'autant supérieur aux Malgaches que ses connaissances, beaucoup plus vastes et beaucoup plus complexes, lui confèrent un caractère magique. Les "magiciens", "ombiasa",

---

(1) - DENIS (M.), Contribution aux études Coméniennes, p. 145.

(2) - id., ibid., p. 19.

(3) - id., ibid., p. 281.

"mpimasy" (devins, sorciers) sont à la fois craints et respectés à Madagascar.

Ce caractère sacré de la technique et du travail manuel n'est pas exclusif au Malgache puisqu'on le retrouve dans la doctrine chrétienne d'Europe et dans la doctrine païenne d'Afrique (1).

Le Malgache respecte le "sacré", (hasina), "fluide immatériel qui donne la force et la vie" (2).

Il n'y a pas alors de rupture entre la conception religieuse et la croyance des Malgaches en l'immortalité de l'âme et à son pouvoir de se réincarner chez les vivants, de les inspirer, ou de les posséder (3).

Il n'y a pas non plus de rupture entre la conception traditionnelle éducative et la philosophie de la pédagogie protestante : "les Frères (Moraves, hussites, dont fait partie Komensky) considèrent (...) que l'éducation ne se limite pas uniquement aux questions scolaires et qu'au-delà des pédagogues, c'est une affaire de toute la communauté. D'essence populaire, les écoles doivent servir l'idéal de l'éducation collective et mutuelle. Tous éduquent tous (...) C'est-à-dire que l'éducation intéresse tous les âges de la vie, et qu'elle est permanente" (4).

Cette pédagogie à la fois "chrétienne" (5) et "moralisatrice" (6) se distingue surtout des autres par son "caractère col-

(1)- CAMARA (L.), L'enfant noir, p. 29-31.

(2)- DESCHAMPS (H.), Histoire de Madagascar, p. 134.

(3)- Tromba, Bilo, Kokolampo, ambiroa, angatra, lolo, etc ... sont différents types d'esprits immortels qui hantent et inspirent la vie des Malgaches.

(4)- DENIS (M.), dans AVANZINI (G.), Histoire de la Pédagogie du 17<sup>e</sup> siècle, p. 35.

(5),(6) - id., ibid., p. 38, 39, 40, 41.

lectif" (1) et "utilitaire" (2). "Moralité et sociabilité vont de pair" (3). "La mutualité implique l'aide, le secours(...)" d'où "pédagogie de communication : le travail, notamment le travail manuel(...)" (4). La même pédagogie se retrouve dans l'éducation traditionnelle malgache. "Des ateliers s'installent près des écoles(...) pour y enseigner les travaux manuels (imprimeur, relieur, tisserand, cultivateur)(...)" (5).

Cette pédagogie se caractérise en plus par l'intérêt qu'elle porte à l'utilisation de la langue maternelle. Mme Denis note que : "l'apprentissage des langues maternelles, en devenant la clé de voûte de l'instruction religieuse, et générale, se révèle le souci majeur des théoriciens et des praticiens d'inspiration protestante(...)" (6). Dans l'éducation traditionnelle villageoise, les enfants sont aussi éduqués dans leur langue maternelle.

Le premier et le plus grand travail des missionnaires consistait d'abord à traduire la Bible en malgache. Cette langue s'avérait donc pratique et utilisable pour l'enseignement religieux. Pour pouvoir communiquer avec les autochtones, ils s'initiaient au malgache et initiaient les jeunes Malgaches à leur propre langue : l'Anglais.

Théoriquement, foi chrétienne et croyances malgaches devaient aller de pair mais pratiquement l'action visible des missionnaires allaient faire ressortir certains paradoxes.

Premièrement, à l'idéal protestant d'organiser l'instruction en faveur des "nécessiteux" dans un but communautaire et utile s'opposait le fait que l'école (primaire) créée par Jones se trouvait au palais royal et ne recrutait en premier lieu que "les

---

(1),(2),(3),(4),(5),id., op. cit., p. 38, 39, 40, 41.

(6) - id., p. 42.

enfants de la famille royale, des nobles et des grands dignitaires du royaume" (1). Donc, "leur but initial n'a pas été de toucher les milieux sociaux défavorisés" (2). Ils voulaient d'abord évangéliser les princes, futurs rois, et voulaient les préparer à mieux diriger l'administration royale. Par contre, les ateliers étaient orientés vers la masse (3).

Deuxièmement, les enfants et les adultes qui venaient à l'école et aux ateliers missionnaires devenaient de plus en plus insolents, parce qu'ils croyaient devenir des êtres supérieurs, en étant chrétiens; et le christianisme considéré comme une religion supérieure par rapport aux cultes malgaches, ils étaient devenus moins respectueux des traditions. RAZAFINDRABE (M.), dans sa thèse, souligne que : "Les écoles furent suspectes car elles ont été l'œuvre des Anglais, les mêmes qui avaient trompé Radama. L'école a également contribué à déranger l'ordre traditionnel des choses et à créer un climat d'insécurité... Des parents d'élèves se sont plaints à Radama (Roi), déplorant le fait que leurs enfants étaient en train d'abandonner les coutumes et les croyances ancestrales. Certains élèves ne se sont pas contentés de renoncer aux valeurs ancestrales, mais se sont mis à les dévaloriser et à s'en moquer ouvertement... (Les adultes) voyaient la stratégie des hommes politiques et des missionnaires britanniques, comme une tentative de placer leur roi et le pays sous le joug des Anglais. Dans ce sens l'école constituait à leurs yeux, un facteur d'esclavage" (4).

Valette (J.) trouve que "les écoles étaient suspectes à la population qui y voyait des créatures d'origine étrangère et où l'on enseignait une religion qui n'était pas celle des ancêtres. Les gens craignaient de laisser aller leurs enfants chez des étrangers qu'ils redoutaient au même titre que les trafiquants

---

(1)- RAZAFINDRABE, op. cit., p. 186.

(2)- id., ibid., p. 187.

(3)- Une minorité restreinte; la masse prend ici le sens de "peuple" par rapport aux princes.

(4)- RAZAFINDRABE (M.), ibid., p. 196-197.

d'esclaves qu'ils redoutaient et soupçonnaient même de cannibalisme (1). La fréquentation des écoles était considérée par les sujets, et par le souverain lui-même, comme une forme de service d'Etat. Le roi trouvait là une occasion de former des fonctionnaires, dont il utiliserait par la suite les services à titre gratuit, en vertu de la corvée, ou fanompoana. D'autres tournèrent la difficulté en achetant de petits esclaves et en les envoyant à l'école à la place des membres de leur famille, ce qui provoquera plus tard l'interdiction d'enseigner la lecture et l'écriture à la partie servile de la population(..)" (2).

Y a-t-il eu une propagande anti-anglaise ? Etait-ce un effet de résistance culturelle au changement ? Faut-il trouver là un anti-christianisme ?

En tout cas, quel peuple ne serait pas jaloux de l'intégrité de sa culture, de ses croyances et de ses traditions, sources de son équilibre vital, de sa survie et de son intégration dans la nature et dans la société ? Comment serait-il possible d'effacer radicalement des traditions dont les valeurs ont été reconnues depuis des millénaires ?

Il y a nécessairement confrontation entre deux cultures qui par l'action intéressée des missionnaires sont devenues adverses au lieu de se communiquer.

Radama Ier lui-même était accusé d'être en connivence avec l'étranger pour asservir (3) le peuple. Des répressions contre les étrangers s'annonçaient. Elles auront trouvé leur expression avec la Reine Ranavalona Ière, qui était restée au pouvoir de 1828 à 1861.

- 
- (1)- Il existe à Madagascar une légende dite des "Mpakafos" (Arracheurs de cœurs) dont on ne sait pas exactement l'origine. Est-ce en rapport avec les excès de l'Inquisition dont les soldats, en Savoie, avaient arraché et mangé crus les cœurs des Vaudois ? (cf. Verrill, l'Inquisition. p.206). Y a-t-il un rapport avec les missionnaires ?
- (2)- VALETTE (J.), Etudes sur le règne de Radama Ier, p. 24.
- (3)- Coloniser ou rendre esclave : "On accusa les missionnaires d'avoir partie liée avec (le Roi) pour attirer les enfants et par la suite les réduire en esclavage(..)" (Valette, ibid, p. 25).

"L'année 1832 vit commencer la lutte ouverte. La première interdiction fut relative aux enfants d'esclaves qui durent être écartés des locaux scolaires. Puis la reine s'en prit aux missionnaires eux-mêmes, en interdisant l'arrivée de nouveaux enseignants et en ne renouvelant pas les permis de séjour de ceux qui étaient déjà à l'oeuvre(..)" (1).

Tous les livres distribués par les Européens étaient détruits. La presse d'imprimerie était brisée. Les chrétiens malgaches étaient pourchassés. Beaucoup étaient mis à mort. Le chef d'accusation était lourd : trahison envers les ancêtres et la patrie.

Malgré l'échec apparent des protestants, leur empreinte est restée à tout jamais à Madagascar. Ils ont été les premiers à introduire un système éducatif organisé et leur idéologie a pris racine grâce aux écoles et aux ateliers.

Mais les missionnaires ne désarmaient pas. Les catholiques dont le quartier général était à la Réunion profitèrent de la débâcle des protestants pour faire des démarches. De même que les protestants en laissant sur place des élèves fidèles ne perdaient pas espoir.

## 2) L'apport des missionnaires catholiques

Malgré la chasse aux étrangers, chasse dirigée sur tout contre les protestants anglais, la reine Ranavalona Ière avait gardé dans sa cour royale de "bons" Français dont les plus connus étaient Jean Laborde et Napoléon de Lastelle (2). C'étaient des

---

(1)- VALETTE (J.), op. cit., p. 27.

D'après Delval, "Les chrétiens furent accusés(..) d'avoir préparé un complot en accord avec les européens en vue de renverser la royauté pour établir la République en détruisant toute la hiérarchie sociale malgache". (Radama II, p. 128).

(2)- DELVAL (R.), Radama II, prince de la Renaissance malgache, p. 104-105.

commerçants, artisans-bâtisseurs, constructeurs, armuriers, ... Ils étaient polyvalents et étaient de véritables techniciens. Le premier a construit le Palais de la Reine et a monté un haut fourneau à Mantasoa pour fabriquer des fusils et des canons. Le second avait des bateaux et procurait à la Reine des bijoux et des produits commerciaux. Les deux se sont relayés pour s'occuper de l'instruction du jeune prince Rakoto, futur roi, qui prendra le nom de Radama II.

Ils ont initié celui-ci aux mœurs et civilisations occidentales et à la religion catholique.

Entre temps, vers 1852, était arrivé dans la cour royale le Père Finaz qui a été présenté à la Reine par M. de Lastelle sous les traits de Mr. Hervier, son "secrétaire" "arrivé" à Tananarive le 16 Juin 1855 (1). Il s'est occupé, lui aussi, de l'éducation du jeune prince Rakoto. Il a réussi à le monter contre sa mère et à le convaincre de la "bonté" des Français et des missionnaires catholiques.

L'équipe des Français, animée par Jean Laborde a fini par persuader le jeune prince à demander secrètement la protection du roi des Français, Napoléon III. Celui-ci ne lui a pas répondu.

Le Père Finaz était commandité de la Réunion par le R.P. Louis Jouen, de la Compagnie de Jésus, qui expliquait ainsi l'action des Jésuites dans le monde, en particulier ce qu'ils voulaient faire à Madagascar : "(..) multiplier les écoles, y rassembler le plus d'enfants possibles, choisir parmi ces enfants (...) les plus capables et les plus intelligents pour les transplanter au centre d'un pays civilisé, afin d'y puiser le complément de l'instruction religieuse, les reporter ensuite sur leur sol natal

---

(1) - Ibid. , p. 171. Ils sont arrivés ensemble, en 1852.

pour y faire l'application de ce qu'ils ont appris et y devenir à leur tour les apôtres et les civilisateurs de leurs compatriotes"(1).

Nous savons que l'association de la "Compagnie de Jésus" a été fondée par IGNACE DE LOYOLA (1491-1556) en 1534, avec sept étudiants. Elle a été autorisée par une bulle du pape PAUL III, en 1540.

Les buts de la Compagnie étaient essentiellement religieux, face à la réforme protestante (Lüther), pour :

- redonner à l'église catholique le monopole de la formation des élites ;

- donner une formation chrétienne aux enfants et aux ignorants.

Cette société se distingua des autres par son "organisation militaire" (2). Il était "gouverné dictatorialement par un Général élu à vie et confirmé par le pape" (3). Grâce à l'association, "l'Eglise disposait d'une puissante milice, qui par l'étude, la prédication, les missions (Saint François Xavier), la direction des consciences et l'enseignement, allait permettre la réforme catholique" (4).

Par la suite, Saint Vincent de Paul (1581-1660), qui a fondé les "Filles de la Charité", créa en 1625 la "Société des prêtres de la mission" ou Lazaristes qui "se répandirent dans le monde entier, et consacrèrent aux missions étrangères une grande partie de leur activité" (5).

---

(1) - Lettre datée de 2 Septembre 1851, de Saint-Denis de la Réunion à un correspondant à Paris.

(2) - DUROSELLE (J.B.) et MAYEUR (J.M.), Histoire du Catholicisme, p. 83.

(3), (4) - id., ibid., p. 83.

(5) - id., p. 86. A Madagascar, les Lazaristes ont évangélisé la partie Sud dont le centre est Fort-Dauphin.

Une autre société, la "Société des Missions Etrangères" fut fondée à Paris, en 1664.

Avec la découverte du "nouveau monde" allaient s'accomplir, les paroles du Christ : "Allez donc, enseignez toutes les nations, baptisez-les au nom du Père, et du Fils, et du Saint-Esprit; apprenez-leur à observer tout ce que je vous ai prescrit"(1).

Comme les protestants, les catholiques allaient aussi enseigner dans l'ILE , la Bible.

Mais bouleversé par le protestantisme et par un courant de pensée humaniste et libéral, le catholicisme devait chercher à s'adapter au temps. Saint François de Sales (+ 1622) a "fait la synthèse de l'humanisme et de la pensée chrétienne" (2).

Comme les protestants, les catholiques devaient commencer par se servir des écoles pour la diffusion de la Parole Sainte à Madagascar. En Europe, les protestants eux-mêmes se sont inspirés des catholiques. "A tous les degrés jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'enseignement officiel n'était point encore une affaire politique et demeurait une affaire ecclésiastique. N'était-ce pas l'Eglise qui avait créé dans tout l'Occident les Universités, les Collèges et les petites écoles ?" (3).

L'intérêt porté aux enfants pour l'enseignement de l'Ecriture Sainte date de bien longtemps. "Le chancelier Gerson (1343-1429) avait déjà proclamé : "C'est par les enfants qu'il faut commencer la réforme de l'Eglise" (4).

Les catholiques s'intéressaient aussi aux "pauvres"(5)

---

(1)- Matthieu, XXVIII , 18-20, cf. La Sainte Bible, p. 1556, par les moines de Maredsous.

(2)- DUROSELLE (J.B.) et MAYEUR (J.M.): Histoire du Catholicisme, p. 87.

(3),(4) - Cité par ZIND (P.), "Les doctrines d'inspiration Catholique" dans AVANZINI (G.) et coll., La pédagogie du 17<sup>e</sup> siècle à nos jours, p. 45.

(5) - ZIND (P.), ibid, p. 46.

et donnaient un enseignement gratuit. Blain, dans "La vie de M. Jean Baptiste de La Salle" disait à ce propos : "c'est pour enseigner les vérités du Salut et les principes de la religion à ceux et celles qui viennent apprendre à lire, à écrire et le chiffre, qu'on ouvre des Ecoles Gratuites" (1). Mais Charles DEMIA (1637-1689) voulait aussi "former des bons ouvriers" (2) bien que "(...) les matières scolaires devaient servir à rendre la religion aimable même à ses adversaires" (3).

Avec le développement de "l'oeuvre scolaire" s'institua une éducation des filles. Depuis le XVII<sup>e</sup> s., des "pensionnats pour jeunes demoiselles" étaient organisés par les communautés des Ursulines. Plus tard, d'autres congrégations instruisaient les filles de la noblesse et de la bourgeoisie (4).

Dans le même mouvement congrégationniste a vu le jour l'Ordre des Soeurs de Saint-Joseph de Cluny d'Anne-Marie Javouhey. "Les congrégations masculines et féminines se vouent à l'assistance aux pauvres et aux oeuvres hospitalières, à l'instruction populaire, à l'activité missionnaire(...)" (5) pour "former un peuple chrétien et combattre la déchristianisation" (6).

Au XIX<sup>e</sup> siècle, avec l'influence du romantisme, l'église "ne craint pas de défier le rationalisme libéral" (7) et de laisser apparaître son "anti-intellectualisme" (8). Seule la foi compte dans la vie chrétienne.

A la même époque se développaient en Europe le positivisme d'Auguste Comte et le socialisme de Saint-Simon, de

---

(1)- ZIND (P.), "Les doctrines d'inspiration catholique" dans AVANZINI (G.) et coll., La pédagogie du 17<sup>e</sup> siècle à nos jours, p. 56.

(2),(3) - Ibid., p. 57.

(4) - Ibid., p. 53.

(5),(6),(7),(8) - DUROSELLE (J.B.) et MAYEUR (J.M.), Histoire du catholicisme, p. 100.

Charles Fourier, de Pierre-Joseph Proudhon et de Karl Marx. Tous s'intéressaient aux "pauvres" et voulaient les sortir de leurs misères.

C'est à travers ces doctrines, ces courants d'opinions et de pensées que sont arrivées à Madagascar, en 1861, Mère Téléphore, Soeur Hortense Peticoup et Soeur Gonzague, religieuses de Saint Joseph de Cluny qui ont été "chargées de l'enseignement" (1). Elles ont ouvert à Tananarive, dans l'enceinte royale, une école des filles, en commençant par des cours d'éducation ménagère. C'était la première école catholique. Leur première élève était une jeune fille nommée Rasija, parente du Premier Ministre. Quinze jours plus tard, elles reçurent une fille de famille princière, Victoire Rasoamanarivo qui aura été le pilier de l'Eglise Catholique. Leur arrivée coïncida exactement avec l'institution au trône de Radama II, régnant de 1861 à 1863, qui sera rapidement déchu et assassiné pour complicité avec l'étranger et comportements indignes d'un roi.

En fait ce roi donnait une trop grande liberté aux "Blancs" et surtout aux Français. Par contre il négligeait les conseils des anciens et suscitait l'inquiétude des protestants. Il se fit ainsi haïr. L'oligarchie merina, pro-protestante et conservatrice, devait se débarrasser d'un roi "génant".

Notons que malgré la "méchanceté" de Ranavalona Ière envers les chrétiens, sous son règne, une trentaine de jeunes filles merina avaient suivi des cours d'éducation ménagère dans un pensionnat de jeunes filles chez les religieuses catholiques à la Réunion.

L'arrivée du Père Finaz et des trois Soeurs à Tananarive n'était pas non plus la première apparition des catholiques à Madagascar. Le prince Ramaka de Fort-Dauphin a déjà été enlevé et élevé par des pères lazaristes (2) à Goa, en Inde, en 1613. On con-

---

(1) - DELVAL (R.), Radama II, prince de la Renaissance Malgache, p. 290. A Madagascar les femmes pouvaient accéder au trône (Exemple: Ranavalona Ière). En éduquant les princesses, les catholiques espéraient avoir plus d'impact dans les dynasties royales.

(2) - Revue Missi n°10, décembre 1970. p.325, spécial "Madagascar, la Grande Île".

nait aussi le récit du R.P. Luis Mariano, jésuite, qui a parcouru l'île à pied, de 1613 à 1619, et les aventures de quatre prêtres portugais qui ont été massacrés à Fort-Dauphin.

La politique "d'enlèvement" et d'éducation du R.P. Jouen a donc aussi ses précurseurs. A travers sa lettre, nous retrouvons l'esprit "élitiste" de la Bible qui, depuis son expansion, a dominé le système socio-éducatif occidental jusqu'à nos jours. A travers la lettre de Jouen se dessinait aussi le travail de manipulations qu'allaient subir ces futurs "élites", c'est-à-dire ceux qui seraient les plus capables et les plus intelligents ou encore ceux qui seraient les plus maniables et les plus prompts à obéir à la doctrine chrétienne. Il faut comprendre par là la définition de "l'élite" et de "l'intelligent" à cette époque. Il s'agirait du "fidèle".

Le dessein des catholiques de créer beaucoup d'écoles n'allait pas sans rencontrer la concurrence des protestants (1). Ceux-ci ont réussi à convertir la reine Ranavalona II, régnant de 1868 à 1883, qui a pris le pouvoir après la mort de Rascherina (règne: 1863-1868) remplaçante de Radama II. N'ayant pas d'appui véritable à la cour royale, les catholiques se sont alors tournés vers la classe la plus "pauvre" : hommes libres et esclaves.

Mais l'enseignement était resté l'exclusivité des missionnaires avec un contrôle indirect de l'Etat malgache qui institua l'obligation scolaire en 1880 (2). Les protestants avaient une Ecole Normale pour la formation d'instituteurs et de pasteurs (1862) et une école de médecine dont les deux premiers docteurs sortirent en 1880 : Adrianaly et Rajaonah. Les Catholiques et les Quakers fon-

---

(1) - L.M.S. (1820), Quakers (1867) ou "Friends Foreign mission Association" (F.F.M.A.), Mission ritualiste de l'Eglise Anglicane ou "Society for the Gospel" (1864), "Mission Norvégienne luthérienne" (1866), par ordre d'arrivée à M/car.

(2) - Deux ans avant la France (Jules Ferry), dans l'intérêt des missionnaires.

dèrent des dispensaires. Le collège St Michel (jésuite) a été créé en 1888. Beaucoup d'élites malgaches y ont été formés (1). Les Catholiques ont ainsi confirmé et complété l'effort déjà commencé par les protestants à Madagascar : l'organisation et la propagation de l'éducation scolaire de base dans la population.

L'enseignement à l'école primaire missionnaire était surtout centré sur la lecture, l'écriture, le calcul et la religion. Un examen final sanctionnait les études.

L'enseignement de la langue, malgache et anglaise (protestants) et française (catholiques), a aussi préoccupé les missionnaires. Des mots étrangers se sont infiltrés dans le vocabulaire malgache : mots anglais et français malgachisés tels que "baiboly" pour Bible, "penina" pour "pen", "seza" pour "chaise", "larimoara" pour "l'armoire", etc ...

La capacité du Malgache à absorber les vocables étrangers inquiétèrent sérieusement les missionnaires catholiques et protestants. Non seulement une lutte d'influence allait s'exercer pour la conquête de l'esprit malgache mais aussi pour la prédominance de chaque langue étrangère.

Nous allons donc étudier ce problème particulier qui aura une grande influence sur l'enseignement primaire à Madagascar.

### 3) Rivalités missionnaires et problème de langue

Les missionnaires protestants d'origine anglaise étaient venus à Madagascar avec leur propre langue. Ayant l'intention d'évangéliser le pays et de transmettre la civilisation européenne, ils devaient pouvoir se passer des traducteurs qui eux ne connaissaient pas assez bien simultanément les deux langues, ou connaissaient mal l'une des deux. Ils voulaient avoir un contact

---

(1) - DESCHAMPS (H.), Histoire de Madagascar. p. 220.

direct avec les Malgaches et comme dans un premier temps il était difficile d'apprendre l'anglais à ceux-ci , il fallait bien que ce soient eux-mêmes qui apprennent les premiers la langue du pays.

Des études ont été déjà faites sur les dialectes côtiers avant le XVIII<sup>e</sup> siècle car jusqu'à cette époque "la langue de l'Imerina, où nul Européen ne peut pénétrer (...), était restée ignorée" (1).

Sir Farquhar, gouverneur anglais de l'Ile Maurice qui a été passée aux Anglais en 1815, confia à Huet de Froberville (français) une étude sur Madagascar et sur la langue. Celui-ci était à l'origine du premier dictionnaire malgache qu'il a laissé inachevé.

F. Houtman Van Goude prépara aussi le "Spraeckende Woord Boeck in de Malegische ende Madagascarsche Talen", traduit par A. et G. Grandidier. Ils se sont servis de ces livres.

"Parler la langue du pays dans lequel il vit, écrit Valette J., est certes utile pour le missionnaire, mais la grande oeuvre en la matière, et surtout pour un missionnaire protestant, est la traduction de la Bible dans la langue considérée" (2). Mais avant que la Bible et les autres livres ne fussent traduits en malgache , on devait utiliser ceux qui étaient écrits en anglais pour les exercices de lecture et d'écriture. Ainsi, "au début, l'enseignement se fut en anglais" (3), mais "la fixation de la langue malgache a été l'oeuvre de la mission protestante anglaise" (4). Elle était donc la première à introduire l'usage du malgache dans l'enseignement.

---

(1) - VALETTE (J.), Etudes sur le règne de Radama I. p. 35.

(2) - Ibid., p. 38.

(3) - RAZAFINDRABE (M.), Missions, religions et politique..., p. 186.

(4) - Ibid., p. 199.

L'enseignement de l'anglais n'était pas pour autant abandonné car, comme le souligne encore RAZAFINDRABE : "l'écriture des langues peut permettre aux peuples neufs de suivre l'expérience des nations civilisées" (1), selon la conception des missionnaires, d'où exercices de traduction de l'anglais en malgache et du malgache en anglais. Dans le même ordre d'idées, de Coppalle, par une lettre écrite en février 1826, faisait part à la "Société Missionnaire Scolaire" que "le moyen le plus sûr pour accélérer la civilisation d'un peuple est, on n'en peut douter, de lui ouvrir une communication facile avec les nations civilisées par le moyen de l'étude des langues(..) Par cette méthode un peuple neuf profite de l'expérience des autres nations et ne tarde pas à se mettre au niveau des connaissances du siècle" (2).

Cette conception met en lumière l'importance de la connaissance des langues étrangères, "langues de grande communication" et de "civilisation". Elle correspond non seulement aux buts missionnaires de répandre l'évangile et leur civilisation, y compris la langue, mais aussi à l'expansionnisme européen de l'époque.

L'idée ne sera plus abandonnée à Madagascar et on cherchera toujours à convaincre les Malgaches de la défendre. Des arguments en faveur de l'apprentissage d'une langue étrangère seront nombreux en oubliant l'essentiel : une langue, étrangère, veut dominer une autre, nationale, dans son propre fief; une civilisation, étrangère, veut annihiler une autre, nationale, rabaisée comme "civilisation de superstitions"; l'utilisation de la langue malgache à l'école ne servirait qu'à mieux connaître la langue étrangère. Par conséquent, si "l'instruction primaire se donnait entièrement en malgache (...) dans les classes les plus élevées de quelques écoles supérieures, à Tananarive surtout, une élite de jeunes indigènes

---

(1)- RAZAFINDRABE, *ibid.*, p. 201.

(2)- VALETTE (J.), *op. cit.*, cité p. 40. A propos de peuple neuf, le Malgache ne l'était sans doute pas, mais dans la psychologie coloniale, tout peuple nouvellement découvert par l'Européen est considéré comme tel.

étaient initiés à la connaissance de l'anglais" (1).

Dès le départ, la connaissance de la langue étrangère était liée à la formation de l'élite. Elle le restera longtemps à Madagascar et sera une source de rivalités entre les deux langues étrangères qui transportent deux inspirations religieuses différentes et qui, bien qu'appartenant à la même source chrétienne et à la même civilisation occidentale, luttent, chacune de son côté, pour avoir la première place auprès des Malgaches.

La première rivalité s'inscrivait donc entre les buts missionnaires de répandre une civilisation chrétienne et l'effort des Malgaches de sauvegarder leur civilisation dite "païenne". Les Malgaches pressentirent-ils la préparation de la colonisation ? Ont-ils eu l'intuition d'un danger de domination savamment organisée ?

La seconde rivalité opposait les deux tendances religieuses qui propageaient leur doctrine.

Les rivalités allaient s'accroître avec l'accession au pouvoir du prince Radama II, non seulement entre missionnaires et malgaches traditionnalistes mais aussi entre protestants et catholiques.

#### 4) Les luttes d'influence

Du temps de Ranavalona Ière, malgré leur absence, les protestants avaient des représentants sur place en la personne de Raombana et de Rahaniraka qui ont fait des études en Angleterre et qui parlaient l'anglais. Ils étaient amis et conseillers du prince. Les catholiques avaient, par contre, M. Hervier (Père Finaz) et M. Joseph (Père Weber) qui étaient les instructeurs du prince Rakotosiheno (futur Radama II).

---

(1) - BIANQUIS (J.), "L'Enseignement de la langue française à Madagascar", Revue de M/car, 1905, p.315.

La Reine qui était traditionnaliste et qui voulait à tout prix faire valoir les cultes et la culture malgache avait une grande influence sur le prince.

Celui-ci, après son accession au pouvoir, partagé entre ces influences, a proclamé la liberté de cultes et de religion. Ahuri par les excès de sa mère, il ne voulait pas que la croyance en Dieu soit source de tueries. Alors "tout en témoignant les marques de son amitié aux uns et aux autres, (il semblait) s'être ingénié, soit par politique, soit par intérêt, à maintenir la balance entre eux (...)(Mais) missionnaires catholiques et protestants allaient, dès les premiers jours, sentir dans la présence des uns et des autres une sorte d'entraves au libre déploiement de leurs activités"(1).

Les rivalités entre catholiques et protestants à Madagascar n'étaient autres que le reflet des rivalités des Français et des Anglais en Europe et leur lutte d'influence extérieure: un personnage influent en France, le Baron Brossard de Corbigny suggéra, pour "la lutte contre l'influence anglaise et protestante (...)" (2), l'envoi de plusieurs missionnaires.

Catholiques et protestants ont commencé d'abord par s'arracher les élèves. Le cas le plus célèbre était celui du prince Ratahiry, fils adoptif de la reine, présumé successeur de Radama II. Il était élève dans une école protestante. Les catholiques ont fait une intervention, par l'intermédiaire de Jean Laborde, pour l'avoir dans leur école. L'opération a réussi. "Ce fut un rude coup pour le Révérend Ellis soucieux d'implanter, même à longue échéance, l'influence protestante et anglaise, aussine ménagea-t-il aucun effort pour tenter de replacer Ratahiry sous sa direction" (3).

---

(1) - DELVAL, Radama II, p. 336.

(2) - Ibid., p. 301.

(3) - Ibid., p. 340.

Ils s'arrachèrent ensuite les terrains pour construire des Eglises et des Temples. Les propriétaires malgaches en étaient mécontents car ils ne se souciaient pas du fait que les terres étaient occupées. Ils utilisaient toutes les astuces pour avoir des points stratégiques. Sur ordre du Roi, beaucoup de propriétaires ont dû céder leurs terrains.

La lutte d'influence, auprès des Malgaches, avait eu une funeste conséquence : ceux - ci ne comprenaient plus la différence entre les deux religions et mettaient en doute le christianisme et les objectifs positifs de la scolarisation.

Mais des différences, il y en avait, et les catholiques voulaient bien les faire sentir en enseignant dans leurs écoles la langue et la civilisation françaises.

"C'est à cette époque que s'opéra, dans l'esprit des Malgaches l'identification du catholicisme avec les Français et du protestantisme avec les Anglais" (1).

L'effort fait pour divulguer respectivement leur langue était commun aux catholiques et aux protestants. Ils rivalisèrent d'ardeur. "Tout individu qui parle une langue ne devient-il pas, fatalement en quelque sorte, tributaire du peuple même qui parle cette langue ? Et n'est-il pas naturel d'en faire, dans la circonstance, un moyen d'assurer (leur) fidélité ?" (2).

Malgré l'effort des catholiques pour avoir un impact rapide, les protestants et les églises indépendantes et réformées s'illustrèrent "dans la divulgation des connaissances scientifiques, techniques et de la notion de progrès" (3). Ils se sont illustrés

(1)- DELVAL, *ibid.*, p. 336.

(2)- FROIDEVAUX., "Les colonies françaises, (...)", p. 201. (document)

(3)- RAZAFINDRABE (M.), *op. cit.*, p. 183.



par ailleurs par "leurs doctrines et leur manière d'enseigner" (1) puisés dans l'élan réformiste européen et qu'ils ont répandu presque dans toute l'île. Ils s'illustraient d'autant mieux que leurs doctrines puisées dans la Bible étaient plus proches de la morale communautaire des Malgaches par leur "souci d'entraide" (2), leur "souci du prochain" (3), la mise en valeur des relations sociales et du travail en commun. Les passages de la Bible dont s'inspirèrent sans doute les protestants nous enseignent que "tous les fidèles vivaient unis, et ils mettaient tout en commun. Ils vendaient leurs terres et leurs biens et ils en partageaient le prix entre tous d'après les besoins de chacun" (4). Dans la culture malgache, "la fin dernière de toutes les valeurs inculquées à l'enfant (...) est conçue en vue d'en faire un être responsable de sa personne et des siens(...)" (5), dans une ambiance de vie communautaire.

La grande victoire du protestantisme se traduisit par la conversion et le baptême de la Reine Ranavalona II. Le Premier Ministre, son mari officiel, en fit de même.

Par ailleurs les protestants s'occupaient de la classe sociale la plus noble et de la formation de l'élite, nouvelle "classe dominante, composée de l'entourage immédiat du roi (officiers militaires, administrateurs, religieux, enseignants, de la caste noble et riche, et de l'aristocratie marchande)(...)" (6).

Les catholiques ont trouvé un terrain vierge au milieu de la masse populaire, pauvre et démunie, où ils allaient recruter rapidement de nombreux fidèles. Leurs premiers élèves étaient les esclaves de Jean Laborde. Ils lutteront, cependant,

---

(1)- FROIDEVAUX. Op. cit., p. 136.

(2)- BOISSET (J.)- Histoire du Protestantisme, p. 76.

(3)- Id., ibid, p. 108.

(4)- MAREDSOUS (les Moines de). La Sainte Bible, Actes des apôtres, p. 1672.

(5)- RANDRIANARISOA (P.). L'enfant et son éducation dans la civilisation traditionnelle malgaches, p. 141.

(6)- RAZAFINDRABE (M.), op. cit, p. 209.

pour avoir leur part de nobles.

Les protestants de leur côté ne laisseront pas seuls les catholiques acquérir des fidèles pauvres ou riches. En 1895, à la veille de la colonisation, ils en ont compté 455.000 tandis que les catholiques se contentaient de 136.000 chrétiens. Ils avaient 137.000 élèves tandis que les catholiques n'en avaient que 26.736.

Malgré les luttes d'influence, malgré les rivalités et à travers les divergences, les missionnaires faisaient comprendre aux Malgaches l'importance et les bienfaits de l'éducation scolaire. Ceux-ci ne pouvaient plus s'en passer. Ils ont créé une véritable révolution culturelle.

Le principe éducatif protestant, avec les ateliers, l'utilisation de la langue malgache et la décentralisation de l'enseignement n'était pas loin du principe éducatif traditionnel malgache de mettre l'éducation à la portée de tous.

Les catholiques, en acceptant dans leurs écoles les pauvres et les esclaves, démocratisaient l'enseignement et ainsi, n'étaient pas loin non plus de l'idéal malgache de donner leur chance d'éducation à tout le monde sans distinction.

. . .

De l'héritage traditionnel et missionnaire, les Malgaches garderont l'importance de la vertu morale, le goût de l'éducation pratique et l'acceptation de "l'école pour tous", une des bases de toute éducation à tendance socialiste.

Qu'advient-il de l'héritage colonial ?

torat "fantôme" par le Traité  
 it échoué - le résident gène-  
 ral Le arive le 27 Octobre 1894 -  
 et après une longue expédition commencée en février 1895 depuis  
 l'île de Nosy-bé, la troupe française composée au départ de 15.000  
 hommes dont des Français, des Réunionnais, un bataillon haoussa et  
 un bataillon sakalava (Malgaches de la côte Ouest), engagea la ba-  
 taille de Tananarive le 30 Septembre 1895 en vue d'établir un Pro-  
 tectorat "réel", entériné par le Traité du 1er Octobre 1895, signé  
 par le Général Duchesne et la Reine Ranaivalona II. Certains "chefs"  
 malgaches n'acceptèrent pas la défaite de la reine et fomentèrent  
 des troubles dans le Sud et l'Ouest de Tananarive : ce furent les  
 révoltes des "Fahavalo" (huitième, ennemis) et des "Menalamba"  
 (toques rouges) afin d'éviter d'être "esclaves des Vazaha" (1).  
 L'insurrection dirigée contre les Français, les missionnaires et  
 leurs amis considérés comme des traîtres, se propageait dans toute  
 l'île. Patriotes, nationalistes et traditionnalistes, les insurgés  
 voulaient surtout chasser l'envahisseur étranger, abattre la "nou-  
 velle religion" et faire rétablir à Madagascar les us et coutumes  
 des ancêtres (2).

L'expansionnisme européen aidant, il fallait à tout  
 prix que la France réprimât l'insurrection, d'où la déclaration de  
 Madagascar "colonie française" par la loi (française) du 6 Août  
 1896, et l'envoi du Général Galliéni qui venait de "pacifier" le  
 Tonkin. Résident Général, il devait supprimer les foyers de natio-  
 nalisme dans le but de "pacifier" l'île. A son arrivée, "la terreur  
 courbait tous les dos, cousait toutes les bouches(...) Même quand on

---

(1)- Proclamation de Rabezavana, chef des armées insurgées du Nord  
 et de l'Est, trouvée le 18 Novembre 1896 à Ambohimanga.  
Réalités Malgaches, n° 18, mars 1972, art. les Menalamba  
 pp. 23-26.

(2)- Réalités Malgaches, Ibid., p. 23 et 25.

les fusillait (les Malgaches), il semblait qu'on tuât des spectres"(1).

La colonisation s'installait sous le signe de la terreur. L'école coloniale qui était imposée aux Malgaches avait le même symbole. On envoyait les enfants à l'école parce qu'on avait peur du "Vazahabe" (Grand Blanc).

#### A - Objectifs généraux de l'enseignement colonial

##### 1) Propagation de la culture et de la langue française

Galliéni croyant avoir affaire à des "sauvages" fut surtout surpris d'être reçu par des dirigeants locaux et une population déjà instruits. Il ne put s'empêcher de l'avouer lors d'un discours à l'inauguration de la première Ecole Normale officielle, le 22 Avril 1897 : "j'ai trouvé ici, disait-il, une proportion inattendue de Malgaches sachant lire et écrire, et possédant déjà une somme de savoir" (2). Jean Carrot notait aussi que "des progrès ont été effectués avant la colonisation. Des écoles professionnelles et générales étaient déjà construites(...) Ce fut une poussée, une rage d'enseignement comme jamais certes pays barbare n'en avait jamais connu" (3). Mais Galliéni retrouva en même temps le conflit des missionnaires catholiques et protestants. Les premiers "s'efforcèrent de diffuser le français et la religion catholique, et les seconds, de leur côté, essayèrent de diffuser la langue anglaise et la civilisation anglaise" (4).

Il ne pouvait pas laisser l'enseignement entre les mains de tels rivaux n'ayant pour but exclusif, comme il le disait, que "la propagande religieuse" (5); alors il s'efforça de le réorga-

(1)- Ibid., p. 27, J. Carol, chez les Hovas : "On les a appelés rebelles, mais ne s'étant jamais soumis aux français, ils se croyaient en droit de lutter contre eux".

(2),(3)- Cité par RANOVONA (A.) , La Politique de l'enseignement à Madagascar, p. 19.

(4)- Id., Ibid, p. 18.

(5)- Galliéni , "Lettres de Madagascar de 1896 à 1905", extrait.

niser en fixant de nouveaux buts qui dureront pendant la période coloniale et néo-coloniale. C'est la raison pour laquelle nous ne séparerons pas ces deux périodes n'ayant pour Madagascar que le même effet du point de vue éducatif.

Dans un premier temps, "de 1896 à 1899 (...) des contrats sont passés par Mr. André Lebon, ministre des Colonies, avec les Frères de la Doctrine chrétienne et les Soeurs de Saint-Joseph de Cluny; ensuite, le gouvernement créa ou aménagea des écoles pour les congrégations et rémunéra le personnel enseignant. Les Ecoles des Frères de Tananarive reçurent le titre d'écoles municipales qu'elles gardèrent jusqu'en 1902" (1).

De prime abord, il n'y a pas eu de contradiction entre l'esprit des missionnaires et l'esprit colonial car "la colonisation française tire en général argument d'une "mission civilisatrice" des nations européennes pour justifier ses interventions. Ce n'est pas par hasard que Jules Ferry est tour à tour Ministre des Colonies et Ministre de l'Instruction Publique. L'Ecole est, dans l'idéologie de la III<sup>e</sup> République, à la fois facteur de progrès moral, et levier social" (2). Les deux forces "civilisatrices" semblent être d'accord pour imposer aux pays conquis le même "modèle étranger". R. Rémond, dans l'Introduction à l'Histoire du XX<sup>e</sup> siècle, confirma que "c'est par rapport à l'Europe que les autres peuples ont dû bon gré, mal gré se définir, que ce fut pour l'imiter et se conformer au modèle occidental, ou au contraire combattre et le refuser" (3).

L'utilisation de l'école comme instrument de propagation du modèle culturel européen et comme auxiliaire important de la colonisation spirituelle et matérielle a été préparée de longue date, avant la colonisation de Madagascar elle-même. Outre les missions religieuses, l'Alliance Française fondée le 21 Juillet 1883

---

(1)-DUGAS (E.), "La liberté de l'enseignement à Madagascar", Questions diplomatiques et coloniales, 1907, p. 77.

(2)- XXX. "L'enseignement à Madagascar", Le Mois en Afrique, n° 52, p. 63.

(3) RANOVONA (A.), La Politique de l'Enseignement à Madagascar, p.40.

pour la propagation de la langue française dans les colonies et à l'étranger, "a fait complètement sien le beau programme que, dès 1885 lui traçait Victor Duruy en disant : "Si l'épée soumet les corps, si la charrue enrichit les peuples, c'est le livre qui conquiert les âmes. Derrière chaque régiment il faut un instituteur, auprès de chaque fort une école pour préparer : à nos négociants des agents qui puissent les aider, à notre administration des interprètes qui servent de lien entre elles et les indigènes, à nos troupes des éclaireurs qui assurent leur marche en pénétrant devant elles dans le pays ennemi(...) Quand les indigènes apprennent notre langue, ce sont nos idées de justice qui entrent peu à peu dans leurs esprits; ce sont des marchés qui s'ouvrent pour notre industrie; c'est la civilisation qui arrive et qui transforme la barbarie " (1).

Galliéni voulait adopter exactement les mêmes démarches. Il l'affirma lors d'une séance solennelle consacrée à Madagascar, organisée par l'Alliance Française le Jeudi 30 Novembre 1900, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, présidée par lui-même. Voici un extrait du Compte-rendu de la séance : "Il fallait montrer à tous ces gens égarés, dit le Général, (...) que la France était bien la maîtresse de l'Ile et qu'elle entendait le rester (...) je prescrivis de donner partout, dans toutes les écoles déjà existantes, une place prépondérante à l'étude de la langue française. La moitié du temps dans les classes, devait être consacrée à cette étude (...) Car il pensait que la langue officielle de l'Ile, ce devait être désormais la langue française, dans laquelle il voyait le moyen le plus puissant d'étendre notre influence dans nos nouvelles colonies et d'assurer la pacification d'une manière définitive. Tout indigène qui parle français ne doit-il pas devenir, par ce fait même, non seulement un sujet fidèle, mais encore un collaborateur intéressé à notre oeuvre de civilisation et de colonisation ?" (2). La colonie avait besoin "de contremaîtres, d'ouvriers habiles, de mécaniciens, de menuisiers,

---

(1)- FROIDEVAUX, Op. cit., p. 200.

(2)- GAUTIER (E.F.) - "L'oeuvre scolaire à Madagascar", Revue de Madagascar, Janvier 1900 , p. 28.

de potiers, de briquetiers, de tisserands, d'agriculteurs, de commis. C'est pourquoi l'enseignement, à Madagascar, a été dirigé franchement dans cette voie" (1).

En effet, voulant mettre en avant-garde la culture française, Galliéni luttait farouchement contre l'héritage culturel anglophile et malgache en critiquant l'enseignement existant et en durcissant les principes culturels français "pour mieux briser le système en place. Le terme d'impérialisme culturel français n'est nulle part mieux employé qu'à Madagascar : l'existence d'une culture malgache est totalement niée, on prédit à brève échéance la disparition de la langue" (2). Par circulaires du 8 Novembre et 11 Novembre 1896, le Général commença par réglementer et imposer l'enseignement du français dans toutes les écoles de Madagascar et "l'enseignement de l'anglais disparut de la manière la plus radicale" (3). En même temps, il institua l'école officielle laïque appelée "Ecole Française" par l'Arrêté du 16 Avril 1899 définissant le régime de collaboration entre gouvernement et missions, écoles officielles et écoles privées.

Le gouvernement colonial définit et imposa le programme dans toutes les écoles à l'exception de l'enseignement religieux pour les missionnaires.

2) La préparation des "auxiliaires" de la colonisation, dénommés "élites"

Un arrêté du gouvernement général en date du 17 Juin 1903 (J.O. de Madagascar et Dépendances, Juin 1903), réorganisant le Service de l'Enseignement des Indigènes de Madagascar, nota dans

(1)- Id. ibid., p. 29.

(2)- XXX, "L'Enseignement à Madagascar", op. cit., p. 63.

(3)- BIANQUIS (J.), "L'Enseignement de la langue française à Madagascar", Revue de Madagascar, avril 1905, p. 315.

son préambule la "nécessité d'amener de plus en plus les écoles de l'enseignement privé à appliquer des programmes élaborés dans l'intérêt général de la colonie et en vue de sa mise en valeur effective et de son développement économique". L'article 6 du même arrêté stipula que le but (de l'enseignement) était :

- 1<sup>o</sup> - "de développer chez les jeunes Malgaches les sentiments de fidélité envers la France et de les initier à nos idées et à nos coutumes" (...)
- 2<sup>o</sup> - "de donner à l'enseignement des indigènes un caractère industriel, agricole et commercial, de manière à pouvoir, d'une part, procurer aux colons et aux divers services publics de la colonie des collaborateurs et agents instruits et exercés; de l'autre, fournir aux élèves les moyens d'apprendre un métier destiné à leur assurer des moyens d'existence et à augmenter ainsi leur bien-être matériel" (1).

Dans ces conditions, "les missions concourent (fatallement) avec l'enseignement officiel, au but patriotique et économique que la France s'est fixé en s'établissant à Madagascar" (2).

Pour donner un coup fatal aux Anglais, Galliéni fit venir à Madagascar des protestants français pour qui le devoir n'était pas de remplacer les Anglais et les Norvégiens, mais essayer de montrer aux Malgaches que le protestantisme n'était pas exclusivement anglo-saxon et "qu'ils (les Malgaches) pouvaient rester bons protestants et devenir de bons sujets de la France" (3).

### 3) Laïcisation des écoles et lutte contre les missionnaires

Vers la fin de l'année 1903, les contrats avec les

- 
- (1)- "Les débouchés dans la colonie pour ces jeunes indigènes sont assurés. Ils trouvent aisément du travail chez les entrepreneurs civils" (X., "L'Enseignement Indigène à Madagascar", La quinzaine coloniale, 1912, p. 476).
  - (2)- FROIDEVAUX, "Les Colonies Françaises, l'oeuvre scolaire de la France dans nos colonies", op. cit., p. 152.
  - (3)- BIANQUIS (J.), L'oeuvre des missions protestantes à Madagascar, op. cit., p. 31.

missionnaires étaient résiliés. Galliéni lui-même précisa que "le contrat avec les Frères a été dénoncé en vertu des instructions très précises du ministre qui (lui) a prescrit à (lui) comme à tous les autres gouverneurs, de laïciser toutes les écoles(..)" (1). Il précisa en plus "avec quelle vigueur" (2) il a réagi "contre l'influence anglaise, en ne cessant par tous les moyens possibles de seconder la mission catholique : subventions, dons d'argent et de terrains, conseils aux Malgaches, etc ..." (3), tout en se gardant de soutenir la propagande religieuse de cette mission. Le gouvernement supprima les subventions et les écoles missionnaires étaient abandonnées à leurs propres ressources.

Cette période correspondait avec la promulgation, en France, de la loi du 7 Juillet 1904 qui, dans son article premier, interdisait aux congrégations, en France, "l'enseignement de tout ordre et de toute nature". Par la suite, par la loi du 9 Décembre 1905, article 2, "la République ne reconnaît, ne salarie, ni ne subventionne aucun culte", exprimant ainsi la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

La loi (française) du 30 Octobre 1886 donnant application des lois françaises aux colonies, Galliéni ne pouvait que s'inspirer des législations métropolitaines mais il semblait qu'il pouvait prendre des décisions locales.

Par un arrêté du 25 Janvier 1904, il donna l'ordre: "toute école primaire doit être dirigée par un instituteur indigène breveté enseignant le français et comprendre un jardin d'essais avec un enseignement agricole élémentaire; elle ne peut garder ses élèves que jusqu'à 13 ans".

Les objectifs scolaires de Galliéni étaient incontestablement précis et très intéressés. Pour lui, la réussite coloniale et l'oeuvre de "pacification" primaient par rapport à l'évo-

---

(1), (2), (3) - Galliéni, Lettres de Madagascar., p. 125.  
(Lettres de Tananarive du 26 Décembre 1903).

lution sociale des autochtones qui se ferait dans le cadre colonial. Il écrivait dans l'une de ses "Lettres de Tananarive", à Grandidier: " je n'ai jamais perdu de vue le programme que je m'étais tracé : faire de notre colonie une terre vraiment française et pouvant être utilisée dans l'intérêt de notre commerce, de notre industrie, de nos compatriotes (...)" (1). Il faisait même appel aux Malgaches pour l'aider "dans l'oeuvre de civilisation et de colonisation" (2), qu'il entreprenait à Madagascar, et tentait de leur expliquer que si de nombreuses écoles ont été ouvertes, c'est pour que les enfants "y trouvent largement l'instruction qui leur est nécessaire pour devenir de bons sujets de la France et gagner honorablement leur existence (...)" (3).

Imposer les usages, les lois et "surtout la langue" (4) de la France, "développer chez les jeunes Malagasy, le sentiment de fidélité envers la France, et les initier (aux) idées et coutumes" (5) étaient les multiples buts de Galliéni.

Une telle politique de "civilisation" et d'assimilation de la langue et de la culture a déjà été exprimée par le Maréchal Bugeaud : "Nous avons, écrivait-il, fait sentir notre force et notre puissance aux tribus (...) ainsi que nous pouvons espérer de leur faire supporter d'abord notre domination, de les y accoutumer plus tard à la langue, de les y accoutumer avec nous, de manière à ne former qu'un seul et même peuple sous le gouvernement paternel du roi des Français " (6).

L'enseignement chez Galliéni, renfermait un objectif fondamental qui était la colonisation à outrance, culturelle et économique, avec ce que le mot "colonisation", assimilé souvent à "civilisation", comportait comme idée d'exploitation de la terre et

---

(1)- Lettre du 1er Janvier 1904, cf. circulaire du 11-12-1897.

(2)- DESCHAMPS (H.) , Galliéni pacificateur , discours, p. 69.

(3)- Id., p. 270.

(4)- Extrait du rapport du 11 Novembre 1899, Galliéni.

(5)- Extrait du J.O. du 25/1/1904, Chap. 1, Titre II, Galliéni.

(6)- Circulaire du 17/09/1844, Algérie, cité par DESCHAMPS (H.) dans Méthodes et Doctrines Coloniales de la France , p. 102.

de l'indigène. Ce double caractère culturel et économique conférait donc à cet enseignement un attribut politique qui était celui de la domination par la langue et la culture, et une valeur pratique qui était celle de l'apprentissage contrôlé et organisé. Tout en voulant faire des Malgaches des sujets utiles à la colonisation, Galliéni ne voulait pas non plus qu'ils aient été virtuoses de la technique et des sciences. Il voulait les "attacher (...) au sol, en faire des paysans conscients au lieu de les déraciner" (1).

Comment était organisé cet enseignement pour parvenir à cet équilibre ?

#### 4) Organisation de l'enseignement chez Galliéni

La laïcisation de l'enseignement entrepris par Galliéni dès 1896 prenait de plus en plus de l'allure en respectant un souci majeur : organiser la colonisation sur la base d'une éducation pratique des autochtones. Ecoles et ateliers allaient de pair. "On se rappelle, écrivit David-Bernard (E.), que la première école professionnelle fut instaurée grâce à l'utilisation comme professeurs, des ouvriers militaires du corps d'occupation : maréchaux-ferrants, tailleurs, etc ..., et d'autres militaires pourvus de connaissances pratiques de divers métiers, tels que l'horlogerie, la menuiserie, la poterie, etc ..." (2).

A l'Ecole officielle laïque destinée d'abord "à faire pénétrer un esprit national (français) dans le peuple malgache"(3), on devait s'assurer (surtout) que "l'enseignement y est donné avec ces idées pratiques qui doivent servir de base à une oeuvre d'éducation des malgaches" (4) tout en respectant une "stricte neutralité" (5) vis-à-vis des missionnaires et tout en contrôlant

(1)- Galliéni, Rapport d'ensemble sur la pacification, l'organisation et la colonisation à Madagascar (Oct.1896-mars 1899), p.293, cité p. PAYE (L.), Introduction et évolution de l'enseignement moderne au Maroc, p. 148.

(2)- DAVID-BERNARD (E.), La conquête de Madagascar., p. 207.

(3)- BIANQUIS (J.), "L'Enseignement de la langue française à Mad", op.cit., p.316.

(4),(5)- YOU (A.), "Les principes de l'enseignement indigène à Madagascar", L'Afrique Française, p. 539.

ceux-ci. Etait-ce sans doute en ayant les missionnaires en arrière-pensée que le Général Galliéni déclarait dans un circulaire du 11 Décembre 1897 : "Il est nécessaire de combattre les dispositions contraires au but que la France se proposait, et de favoriser la colonisation" (1).

On connaît le mécontentement des missionnaires qui perdaient progressivement le monopole de l'enseignement à Madagascar. Les missionnaires catholiques croyaient prendre la relève des protestants en profitant de la colonisation, mais avec la résiliation des contrats, ils se sont retrouvés dans les mêmes difficultés pratiques que les protestants déshérités et visiblement désavantagés.

Le gouvernement colonial n'avait pas seulement à lutter contre les missionnaires mais aussi contre la réaction nationaliste. Le Général l'exprimait ainsi dans un circulaire en 1898 : "l'idée de colonisation qui doit primer à Madagascar pourrait être retardée si nous ne nous opposons par tous les moyens en notre pouvoir à ce mouvement qui pousse les nouveaux sujets à désertter les champs et les ateliers".

Nous disons bien qu'il s'agit ici de réaction nationaliste car fuir l'influence scolaire et l'éducation manuelle, c'est en même temps fuir un état de colonisation et d'esclavage, fuir enfin la soumission à l'étranger "vazaha". Cette fuite se traduit bien souvent par le refus de s'inscrire à l'école et par l'émigration vers des zones sans écoles.

Mais la force coloniale, ayant foi à son action, réalisera inexorablement son but. Il est précisé par un circulaire du Général Galliéni datant de 1899 : "il m'a paru indispensable d'orienter l'éducation du peuple malgache dans un sens pratique, vers l'agriculture et l'industrie et cela moins pour éviter l'en-

---

(1)- Galliéni : Documents "Cabinet Civil", Archives Nationales, Tananarive.

combement des carrières libérales que pour permettre aux indigènes d'être dans un avenir prochain des auxiliaires précieux dans l'oeuvre de colonisation entreprise par la France à Madagascar". L'éducation des Malgaches est à la remorque des forces coloniales : "plus tard, souligne le même circulaire, nous pourrions envisager l'éventualité d'une nouvelle transformation du peuple malgache qui sera alors appelé à s'élever dans la pratique des métiers proprement dite à celle des arts et à celle des sciences. Cette évolution dernière, si lointaine qu'en soit l'échéance est à souhaiter".

L'obligation scolaire devenait effective dans les limites des places disponibles dans les écoles. Depuis l'obligation scolaire en 1880, précisée dans le Code des 305 articles (1), tout parent n'envoyant pas ses enfants à l'école du village avait une amende à payer. La même loi était appliquée par Galliéni doublée de l'application de la loi métropolitaine sur l'obligation scolaire de 1882 (loi du 29 Mars, article quatre) qui limita la fréquentation scolaire de six à treize ans et institua le Certificat d'Etudes Primaires (article six).

Galliéni précisa ces lois par l'arrêté du 17 Juin 1903, réorganisant le Service de l'Enseignement des Indigènes à Madagascar et stipulant dans son article 2 que "l'instruction est obligatoire pour les enfants de 8 à 13 ans dans les faritany où existe une école officielle(...)"

Si l'enfant, en France, commençait ses études à six ans, à Madagascar, il les commençait à huit ans. Son éducation de base s'arrêtait pourtant à treize ans (2). Le choix de l'âge de huit ans venait d'abord du peu d'établissements scolaires implantés et de l'éloignement des villages obligés à fréquenter l'école. Certains enfants faisaient huit à quinze kilomètres de trajet pour arriver à l'école la plus proche. Il fallait être assez âgé pour parcourir une telle distance à pied, à travers forêts et rivières

---

(1)- Code malgache.

(2)- La loi française du 22 Février 1851 fixe à douze ans l'âge minimum de travail.

et par les intempéries. Ensuite, limiter la durée de l'obligation scolaire à cinq ans permettait d'éliminer facilement les triplants et on obtenait ainsi une meilleure sélection. La limitation de la fréquentation scolaire à treize ans permettait alors au gouvernement de se débarrasser des vieux élèves qui traînaient dans les classes pour les envoyer cultiver la terre (1).

Ce type d'éducation de base, dans sa forme et dans son organisation n'était déjà qu'un prétexte. On ne tenait compte que du produit intellectuel que cette structure permettait d'être utilisable, soit par l'administration coloniale, soit dans la vie active, par les colons.

Supprimé en France par la loi du 29 Mars 1882 et par les Instructions Officielles du 9 Août 1903, l'enseignement professionnel colonial était introduit à Madagascar "à tous les degrés"(2) par l'arrêté du 17 Juin 1903. Il y sera gardé pendant au moins vingt cinq ans. Le même arrêté, article 6, organisait cet enseignement en trois degrés : "les écoles supérieures, les écoles régionales d'apprentissage et les écoles primaires rurales". Galliéni faisait ainsi un retour sur le Décret (français) du 15 Septembre 1793, instituant trois degrés progressifs à l'instruction : "le premier pour les connaissances indispensables aux artistes et aux ouvriers de tous les genres; le second, pour les connaissances ultérieures, nécessaires à ceux qui se destinent aux autres professions de la société; et le troisième pour les objets d'instructions dont l'étude difficile n'est pas à la portée de tous les hommes".

L'enseignement "colonial" malgache gardait ainsi une certaine spécificité, une certaine "adaptation" dira DESCHAMPS (H.) qui résuma comme suit l'organisation et le programme du premier et du second degré : "Les Malgaches débutent dans les écoles du premier degré (pas d'écoles maternelles et infantiles), écoles primaires

---

(1)-M. DUGAS, "La liberté de l'Enseignement à Madagascar" Questions diplomatiques et coloniales, 1907, p. 79.

(2)- BOUCHE (D.), L'enseignement dans les territoires français de l'Afrique Occidentale de 1817 à 1920, p. 499.

dont les programmes sont adaptés au pays et où l'on utilise, au moins dans les premiers temps, le dialecte local pour l'acquisition du français. Un jardin scolaire à la campagne, un atelier dans les villes sont attenantes à l'école. Dans les écoles des filles on complète l'enseignement par la couture et les principes de ménage et d'hygiène. Le certificat d'études est le couronnement final (...). On passa par concours aux écoles du deuxième degré, installées dans divers villes et qui comportent trois sections : générale, agricole, industrielle" (1).

Ces écoles de deuxième degré, appelées aussi "Ecole(s) Régionale(s) d'apprentissage industriel et agricole" (2), étaient conçues pour "former des cultivateurs et des ouvriers exercés" (3). Elles n'étaient comme certains l'affirment ni "des établissements d'enseignement secondaire" (4) ni des "écoles primaires supérieures" comme il en existait en France en 1886 mais elles s'apparentaient plutôt aux "écoles manuelles d'apprentissage" et aux "classes d'adultes et d'apprentis" de 1887 (Décret du 18 Janvier, art. 55 et 100) où n'étaient admis que des enfants ayant obtenus leur C.E.P.E. (5) et âgés au moins de treize ans. De même, dans les "écoles Régionales" n'étaient admis que des candidats ayant leur C.E.P.E. et âgés de quinze à dix neuf ans (6). La durée des études y était de trois ans et il pouvait y être annexée une section normale "pour la formation des instituteurs indigènes" préparant au Certificat d'Aptitude Elémentaire connu jusqu'à maintenant sous le sigle de C.A.E. Dans les autres sections, générale, agricole, industrielle, le diplôme requis était le Certificat d'Etudes du Second Degré ou C.E.S.D. avec lequel on pouvait devenir instituteur, "chef de canton" ou agent de l'administration coloniale. On pouvait devenir aussi contremaître d'agriculture, d'élevage, ou d'atelier scolaire, etc...

(1)- DESCHAMPS (H.)- Madagascar, "L'enseignement", p. 137.

(2),(3)- Arrêté du 17 Juin 1903, Tananarive, art. 13.

(4)- cf. PHILIPPE (J.): L'Enseignement primaire public à Madagascar (1960-1972): l'école de promotion collective, p. 4.

(5)- C.E.P.E. : Certificat d'Etudes Primaires Elémentaires.

(6)- Arrêté du 17 Juin 1903 : art. 21.

L'École Régionale était en même temps une école de formation professionnelle et une école de préparation au troisième degré. C'était un palier de sélection en vue de la préparation de "l'élite". L'examen du CESD était rude. En 1942, sur plus de mille candidats, trois cents seulement étaient admis : il fallait bien connaître le français (1).

Le C.E.S.D. permettait d'accéder par concours à l'école du troisième degré ou était dispensée une "culture supérieure" réservée seulement à "l'élite". L'École, unique pour tout Madagascar était installée à Tananarive et s'appelait : "Ecole Le Myre de Vilers" (2). Elle était une véritable pépinière de fonctionnaires et comportait plusieurs sections dont la section normale préparant des instituteurs, la section administrative, la section des travaux publics et la section médicale préparant l'École de Médecine qui n'était pas une faculté mais préparait des médecins de l'Assistance Médicale. A côté de cette école existaient d'autres écoles spécialisées : l'École Vétérinaire, l'École Industrielle, les Ecoles Agricoles, les fermes scolaires, l'École de Beaux-Arts et l'Atelier d'Art Appliqué.

Nous voyons nettement ici comment les structures scolaires étaient organisées d'une manière précise pour répondre à des besoins clairs de la colonisation. La très forte sélection et la formation d'élites n'étaient destinées qu'à pourvoir la colonie d'éléments purs et dociles. Mais le système avait l'avantage de donner une valeur professionnelle sûre aux diplômés et d'assurer une carrière et une promotion sociale à ceux qui en étaient pourvus.

Un tel échaffaudage n'aurait pas abouti s'il n'était pas solide à la base. Ainsi il était "nécessaire également qu'à la base fussent données d'une manière large et pratique des notions de culture et d'élevage moderne, afin de préparer des jeunes généra-

(1)-«DOLCE (J.), "Ny CESD sy ny mpiadina fahizay", Lakroan'ny Madagasikara, n° 2278, du 4 Avril 1982. Nous parlons du CESD ici pour montrer que dès l'école primaire il faut être fort en français.

(2)- Du nom d'un Résident Général de la France à Madagascar (cf. liste des gouverneurs en annexe).

tions à l'usage des machines, des engrais, du fourrage, des soins au bétail, (...)" (1). Cet enseignement a été surtout donné dans les "écoles primaires rurales" (2) dont le contenu du programme comporte l'étude de la langue malgache, la langue française, la lecture et l'écriture, le calcul et le système métrique, l'histoire élémentaire de la France envisagée surtout dans ses rapports avec Madagascar, la géographie élémentaire de la France et la géographie de Madagascar étudiées sous le rapport des relations commerciales avec le monde, des leçons de choses s'appliquant à l'agriculture et à l'hygiène, le dessin dans ses rapports avec des métiers usuels et les travaux à l'aiguille pour les filles. Afin d'atteindre le but cité plus haut, il a été prévu que "chaque école sera pourvue d'un jardin pour l'enseignement de l'agriculture" (3) et "toutes les fois que cela sera possible, il sera annexé aux écoles primaires un atelier où les élèves commenceront l'apprentissage d'un métier (menuiserie, forge, industrie spéciale à Madagascar)" (4).

Le programme de l'école primaire était divisé en quatre années d'études. La première année était appelée "PREMIERE DIVISION A", la seconde "PREMIERE DIVISION B", la troisième "DEUXIEME DIVISION A", et la quatrième "DEUXIEME DIVISION B". Il n'existait pas encore de COURS MOYEN. La "DEUXIEME DIVISION B" préparait à l'obtention du Certificat d'Etude Primaire Élémentaire et à l'entrée dans les Ecoles Régionales pour les garçons et dans les Ecoles Ménagères pour les filles où la "sélection (était) réellement fort sévère" (5). Sur trente à quarante mille élèves sortant du premier degré, un à un virgule trois pour cent seulement franchissaient les portes des Ecoles Régionales (6).

Si en "PREMIERE DIVISION A", l'enseignement était donné en malgache avec étude progressive de la langue française,

---

(1)- DESCHAMPS (H.), Madagascar, p. 138.

(2),(3),(4)- Arrêté du 17 Juin 1903. Tananarive, art. 45,46,47.

Vers 1899, des écoles primaires rurales à instituteurs indigènes existaient déjà à Boeny (l'école), Mananjary (1), Moramanga (3), Ambatondrazaka (4), Imerina (120), et des ateliers professionnels tenus par des commandants de territoire ou de cercle, à Tsiafahy (38), Arivonimano (20), Anjozorobe (57).

(5),(6)- CHEFFAUD (P.H.), L'Enseignement des Indigènes à Madagascar, p. 9.

à partir de la deuxième année, l'étude du français dominait les autres matières qui étaient données aussi en français sauf la lecture malgache. Les chants et les récitations étaient d'origine française. Les jeux étaient importés de la métropole comme le "Colin-Maillard", "Roméo et Juliette", le "Ballon Prisonnier", la marelle, l'épervier, etc ... A partir de la troisième année, ceux qui étaient surpris à parler malgache devaient être "collés". Un bout de planche ou de bois circulait et servait de repère à celui qui était surpris en train de parler en malgache. Celui qui gardait ce "bâton de malheur" jusqu'à la fin de l'heure subissait la "consigne" (1). On ne sait pas de qui était cette méthode (2), mais, pour être efficace, elle l'était pour obliger les enfants indigènes à s'exercer en français oral. La langue malgache perdait ainsi dans la vie scolaire sa valeur traditionnelle. Elle n'était pas l'objet des études et l'élève désireux de faire carrière dans l'administration coloniale devait plus tard l'abandonner. Il sera fier de parler le français mieux que tout le monde. Le contexte l'y encouragera.

Les manuels scolaires et les méthodes afférentes utilisés par les maîtres étaient les mêmes que ceux utilisés en métropole. Il n'y avait pas de livres écrits en malgache. Pour le jeune Malgache qui avait du mal à assimiler le français, l'usage du "par coeur" était la manière la plus "efficace" pour apprendre les leçons. La pédagogie de Montaigne n'était peut-être pas encore connue à l'époque. Beaucoup d'élèves ou d'élites étaient de véritables "perroquets". Certains étaient juste bons à répéter le traditionnel "oui, missié". L'école primaire offrait le spectacle d'une école dans laquelle les enfants apprenaient le catéchisme colonial.

L'organisation scolaire galliennienne était sans dou-

---

(1)- Puntition consistant à faire des travaux de jardinage, par exemple.

(2)- La même méthode a été utilisée en France contre les patois. ZIND Pierre signale que "Le dialecte "francien" était "la langue du Roi", la Grande Révolution bourgeoise en fit "la langue de la Nation" et rangea tous les autres parlers historiques dans la rubrique infamante de "patois"... Les patois furent soigneusement pourchassés par les instituteurs au moyen de toutes sortes de brimades ; ridiculisation, sabot pendu au cou, punition pour le dernier détenteur du "signal", délation, etc" (cf. AVANZINI (G.) et Coll., La pédagogie au 20<sup>e</sup> siècle, p. 23.)

te spéciale à Madagascar mais elle était inspirée dans son contenu par des programmes scolaires français. Elle était "adaptée" non dans le but de promouvoir le Malgache mais plutôt dans le but de pourvoir aux besoins de la colonisation.

Le programme de l'école du premier degré, programme "d'éducation de base" de l'enfant malgache, était ainsi chargée d'éducation morale, d'enseignement général, d'éducation manuelle et surtout de la notion de "devoirs de reconnaissances et de fidélité envers la France et les Français" (1). Ce programme était vraiment limité aux strictes nécessaires alors que dès 1908, l'enfant européen résident à Madagascar bénéficiait déjà, en plus de l'enseignement primaire, d'un enseignement primaire supérieur préparant au Brevet Élémentaire, équivalent au Cours Complémentaire métropolitain. Ces classes supérieures se trouvaient au Lycée Galliéni pour les garçons et au Lycée Jules Ferry pour les filles. Ces Lycées les préparaient aussi au Baccalauréat (2).

#### B - Evolution des objectifs du programme colonial

Nous appelons "programme colonial", le programme scolaire qui a été utilisé à l'école primaire officielle indigène pendant la période coloniale, depuis Galliéni, en 1896, jusqu'en 1960.

Nous disons bien "école primaire officielle indigène" car d'après ce que fait remarquer YOU (A.), "l'enseignement était organisé dans des établissements primaires et secondaires pour les Européens, (et), dans les écoles de trois degrés pour les indigènes(...)" (3). Et pourtant, malgré que cette école soit "indigène", le programme scolaire ne différait pas trop de celui de l'école européenne. Une telle méthode aura scandalisé le successeur de Galliéni.

---

(1)- RENEL (Ch.), Principes de Pédagogie Indigène..., p. 20.

(2)- Ibid., p. 17.

(3)- YOU (A.), "Les Principes de l'enseignement indigène à Madagascar", L'Afrique française, p. 540.

1) AUGAGNEUR : socialisme ou lutte pour les "petits"

L'après Galliéni était marqué par la personnalité d'Augagneur, son successeur de 1905 à 1910. Cet ancien maire de Lyon était un militant socialiste et, contrairement à Galliéni, n'était pas militariste.

En 1905, année d'arrivée d'Augagneur à Madagascar, était constituée, en France, la Section Française de l'Internationale Ouvrière, ou S.F.I.O. dont Jaurès était l'animateur (1). On connaît les idées de celui-ci qui voulait éduquer chez l'enfant à la fois "l'homme, le citoyen et le producteur" (2) en dehors de toute influence religieuse, d'où importance de l'enseignement laïque, dans un esprit de fraternité, tout en veillant sur son insertion sociale et professionnelle.

L'éducation de l'enfant du peuple et surtout de l'ouvrier est une des premières préoccupations de Jaurès et de ses amis socialistes car, comme il disait, "dans les écoles d'aujourd'hui nous entrevoyons la cité de demain : ce sont ces petites mains qui, dans quelques années, cimenteront les pierres, couvriront les toits, ensementeront la terre, feront aller l'aiguille et les métiers, alimenteront les machines" (3).

Socialiste français, Augagneur a dû être influencé par les idées laïques de Jean Jaurès car il voulait, à Madagascar, faire la différence entre les "écoles véritables où les enfants indigènes apprennent le malgache et un peu le français, et les écoles d'église destinées à l'enseignement des chants liturgiques, à qui il faut refuser tout caractère scolaire" (4). Il était aussi l'un des premiers à souligner dans ses discours à Madagascar son désir

---

(1)- HALEVY (E.), Histoire du Socialisme Européen, p. 263.

(2)- DOMMANGET (M.), Les grands socialistes et l'Education, p. 439.

(3)- Ibid., p. 428.

(4)- YOU (A.), Op. cit., p. 540. Jaurès proposa de "soustraire à l'exploitation les indigènes de Madagascar et d'Algérie, comme les prolétaires de France" (cf. PAILLARD : V. Augagneur: Socialisme et Colonisation, p. 67).

de s'occuper des "madinika" (1), qu'ils soient indigènes ou colons. D'après ses vues, le petit colon et l'indigène avaient une lutte commune contre l'oppression des "grands".

Ce langage n'était pas très bien compris par les colons et il dû adapter ses vues aux "besoins locaux" de la colonie en gardant le système scolaire indigène établi par Galliéni tout en essayant d'y apporter une certaine réadaptation. Il est déconcertant faisait-il remarquer, que les élèves sortis des écoles soient inadaptés à leur milieu d'origine et à la culture française. Il était par conséquent nécessaire pour Augagneur de faire introduire dans le programme scolaire, surtout à la base, des "connaissances élémentaires nécessaires à la population" (2) et pour les classes élevées destinées à former des auxiliaires des services publics et des colons, leur assurer l'utilisation de leurs connaissances en orientant leur formation vers les besoins locaux immédiats.

Il gardait donc le côté pratique du système scolaire galliénien et le renforça. Il faisait introduire en même temps de nouveaux livres scolaires adaptés à l'indigène : "Syllabaire, livre de lecture française, livre de notions usuelles, livre d'arithmétique" (3).

L'Arrêté du 12 Mars 1906 réorganisait entre temps l'Ecole Professionnelle à Tananarive : l'admission était réservée seulement aux indigènes ayant passé les deux dernières années scolaires dans les écoles officielles.

L'Arrêté du 23 Novembre 1906 et le circulaire du 12 Décembre 1906 n'acceptait comme instituteurs dans les écoles officielles que ceux ayant le Brevet Élémentaire pour l'école primaire et ceux ayant le Brevet Supérieur pour l'école primaire supérieure

---

(1)- "Madinika": "petits", version malgache du sens du mot "prolétaire" (cf. PAILLARD, op. cit., p. 70).

(2)- YOU (A.), op. cit., p. 541.

(3)- Gouvernement Général de Madagascar et Dépendances, Direction de l'Enseignement, l'Enseignement à Madagascar en 1931, p. 13.

et l'Ecole Régionale.

Augagneur a eu tendance à réformer les écoles du troisième degré, plus particulièrement l'école "Le Myre de Vilers", plutôt que l'école primaire indigène. Il a eu pourtant le mérite d'avoir reproché à Galliéni et à Deschamps (H.), ex-Directeur de l'enseignement primaire, d'avoir fait de l'école primaire indigène un "pastiche de l'école primaire en France" (1). Il introduisit les idées socialistes, en particulier l'idée d'émancipation des "petits", mais malgré sa bonne foi, il ne pouvait pas s'empêcher de rester le gouverneur colonial qu'il devait être.

Les gouverneurs qui allaient se succéder après Augagneur ont été davantage portés vers des problèmes économiques, considérant l'enseignement primaire comme un système établi : Picquié (1910-1914), Garbit (1914-1917), Merlin (1917-1918), Schramack (1918-1919), Guyon (1919-1920), le retour de Garbit (1920-1924), jusqu'à Marcel Olivier (1924-1930) qui a essayé de critiquer l'enseignement à Madagascar. La France était occupée par la première guerre mondiale et pendant et après, toutes les activités étaient orientées vers cette guerre et la reconstruction. Elle avait besoin encore plus de ses colonies et réclamaient d'elles des hommes et des vivres. Une nouvelle politique s'annonça vis-à-vis des colonisés : une politique plus souple. Le gouverneur général Olivier écrivant dans "Six ans de politique à Madagascar", en 1931, proposa par exemple "qu'une bonne politique indigène est celle qui, sans rien bousculer, permet l'évolution saine et normale des sociétés indigènes vers une forme de civilisation aussi rapprochée que possible de la civilisation occidentale" (2).

---

(1)- Cité par Mme ESOAVELOMANDROSO (F.V.) - "Langue, Culture et Colonisation à Madagascar, (...)", OMALY SY ANIO, n° 3-4, p. 106; cf. aussi PAILLARD, op. cit., p. 70.

(2)- Le Gouverneur Olivier est un socialiste, partisan d'Augagneur. On comprend aisément son idéal d'émancipation des peuples colonisés. (cf. OLIVIER (M.), Six ans de politique sociale à Madagascar, p. 237).

2) Les luttes anti-nationalistes comme sources de changement de programme et de politique éducative

Les rébellions ont toujours déconcerté les colonisateurs car elles étaient souvent dirigées par des intellectuels d'obédience protestante ou socialiste : Menalamba, V.V.S., Ralaimongo, MDRM, etc ... L'école en est portée responsable. Déjà à la suite de l'affaire V.V.S., des arrêtés de 1916 ont supprimé le programme d'Histoire "car susceptible de fournir des schémas pour une prise de conscience nationale" (1). Après les autres "affaires", le même scénario s'est répété. Dans tout le corps du programme, on a recherché et supprimé tout ce qui avait trait à la révolution française, aux communes populaires en France. Les manuels scolaires présumés coupables étaient retirés, d'où la fabrication de manuels "adaptés". On ne retrouvait plus dans les manuels que des textes relatant la victoire de la France, jamais ses défaites. Les manuels parlaient rarement de la colonisation sinon en bien. On voyait des titres de leçons comme "les bienfaits de la France". On retrouvait les mêmes idées dans les manuels destinés aux enfants français. Dans un livre de géographie, on lit : "les nations européennes ont soigné (médecins), instruit (écoles) les indigènes" (2).

Pourtant, à cet humanisme européen s'opposait l'acte colonial lui-même, dans tous ses méfaits endurés par les colonisés. L'on peut toujours se demander si les nations européennes les ont "pourvus des idées politiques et sociales" (3) ou si ces idées politiques et sociales existaient déjà chez les Malgaches, mais qu'ils avaient attendu le moment de les exprimer.

L'école était le terrain propice où les colonisateurs luttèrent contre la naissance du nationalisme malgache. Pour ne pas subir les méfaits de la colonisation, les élèves devaient réussir dans les études et se faire les amis des Blancs, devenir leurs col-

---

(1)- XXX : "L'Enseignement à Madagascar", Le Mois en Afrique, n°52, p.65.

(2), (3)- GOSSOT (H.) et MEJEAN (P.). La vie économique dans le monde, p. 59.

laborateurs. Le tri scolaire était déjà un début de répression. Le système sélectif, dans le contexte colonial, était aussi un moyen efficace pour lutter contre la montée du nationalisme. On ne sélectionnait pas seulement les élèves, mais on sélectionnait aussi les matières et les thèmes du programme.

L'esprit colonial des anciens programmes se retrouvait encore dans l'arrêté du 14 Novembre 1933, "portant réorganisation de l'enseignement des indigènes dans la colonie de Madagascar et Dépendances" (1), modifiant l'arrêté du 17 Janvier 1929 réglementant l'enseignement des Indigènes à Madagascar et précisant lui-même l'arrêté du 19 Février 1916.

Dès les premières circulaires du 5 Octobre et du 11 Novembre 1896, précisées par les arrêtés du 16 Avril 1899 et du 25 Mars 1901, l'enseignement a été orienté dans un sens manifestement pratique, de tendance bilingue mais en donnant une place importante à l'étude du français. La relation formation-emploi a été scrupuleusement coordonnée à la sortie du deuxième et du troisième degré. Les élèves sortis des classes finales avaient sûrement un poste et le système donnait ainsi l'impression de ne pas former de chômeurs. Ceux qui avaient échoué n'avaient pas de raison de "rouspéter" ou d'incriminer le système : ils n'étaient pas méritants. L'école du premier degré, responsable de l'éducation de base, était la pépinière des écoles régionales mais grâce aux ateliers scolaires à section bois, fer, agricole, même si les élèves échouaient, ils avaient l'avantage d'avoir appris un métier manuel. Jusqu'en 1908, le programme scolaire primaire comportait l'enseignement de la langue française et de la langue malgache, la lecture, écriture, système métrique, l'histoire de France et ses rapports avec Madagascar, la géographie de la France et de Madagascar, etc ... Mais à partir de 1908, l'enseignement théorique fut simplifié pour être mieux adapté à la mentalité des Malgaches. Des livres spécialement rédigés pour les écoles indigènes firent leur apparition. L'arrêté

---

(1)- J.O.M. 1933, p. 933

général du 14 Février 1916 et celui du 5 Février 1921 avaient pour objectifs de développer dans chaque région la formation d'ouvriers et d'utiles auxiliaires pour les colonies car on s'était aperçu que l'offre d'emplois diminuait dans les instances supérieures et que les demandes d'emploi devenaient de plus en plus nombreuses. L'arrêté du 17 Janvier 1929 apporta une nouvelle conception de l'enseignement bilingue, des problèmes de méthodologie de l'enseignement du français ayant surgi : le malgache allait prendre une place beaucoup plus importante quant à l'explication des leçons et même du français. L'ensemble du programme restait pourtant dominé par le côté pratique. En 1931, l'effort d'adaptation au milieu s'accroissait (1). L'âge scolaire était limité de huit à quatorze ans révolus. Les classes pouvaient être interrompues au moment des cultures et des récoltes pour permettre aux enfants de participer aux travaux des champs. Les vacances scolaires coïncidaient justement avec ces périodes. Elles étaient adaptées à chaque région. Le but pratique de l'école prenait tout son sens. Un terrain de culture était mis à la disposition de chaque école pour permettre aux instituteurs de faire des essais de culture et d'introduire ainsi des plantes étrangères et de nouvelles techniques agricoles. Pour les filles, les travaux de couture, de tissage, de tressage, de broderie ou de dentelles étaient dirigés par des maîtresses de couture. Les leçons de morale étaient centrées sur les bonnes relations entre élèves ou entre villageois. L'étude de la géographie partait du village et de ses environnements, puis passait par le canton, le district, le faritany et la province, et Madagascar avec ses relations extérieures, en particulier avec la France. A l'exception de l'étude du français, les autres leçons étaient données en malgache ou plus exactement en dialecte local (2). Cette nouvelle adaptation avait pour but de ne pas "dépaysier" le jeune Malgache.

Le gouverneur général CAYLA (administrateur de Galiléni et réprimeur du mouvement Ralaimongo), remplaçant le G. G.

---

(1)- Gouvernement Général de Madagascar et Dépendances : l'Enseignement à Madagascar en 1931, p. 20-21.

(2)- Id., p. 26.

Olivier, aura vite fait de tout remettre en ordre par l'arrêté du 14 Octobre 1933. L'article 3 stipula clairement que "les écoles du premier degré visent à amener les élèves à la pratique de la langue française courante, à leur communiquer les notions essentielles de l'enseignement élémentaire, à diriger leur formation morale. Les programmes comprennent également les travaux pratiques(...) Les ateliers scolaires de district visent à préparer des ouvriers non spécialisés pour les travaux les plus usuels". Si, au début, le maître était autorisé à utiliser le dialecte local, progressivement "il substituera la langue française à ce dialecte" (art 12). L'enseignement de la morale comportait entre autres des notions de "politesse, exactitude, ordre, soin, respect de la règle, de la parole donnée, etc (...)" En guise d'instruction civique, il fallait étudier les "devoirs envers l'administration : le fokonolona et ses attributions, l'état civil, l'impôt, la déclaration des maladies contagieuses, police des villages, les représentants de l'autorité, la reconnaissance des Malgaches envers la France. On voit combien ces programmes étaient "adaptés" aux objectifs coloniaux. L'étude de la langue française reprenait sa place d'antan (1) tandis que l'étude du malgache était limitée à la lecture et aux structures grammaticales (2). Les "connaissances usuelles et physiques" se rapportaient aux objets courants : sel, sucre, savon, papier, étoffe, alcool, ... et aux maladies courantes : paludisme, peste, variole, rage, ... La géographie était limitée à celle de Madagascar. Suivaient les dessins, chants, éducation physique et travaux pratiques.

Pour les Français locaux, l'enseignement restait responsable car comme l'a prédit BIANQUIS (J.), dès 1905, "(...) ce qui pénétrera inévitablement dans l'âme malgache, c'est l'âme même de la France, fille de la révolution, faite, non pas seulement de neutralité religieuse, mais de large humanitarisme, d'aspiration vers la cité de justice et de solidarité universelle (...) Sous l'influence de cet esprit, nos sujets se sentiront devenir des hommes et as-

---

(1)- Horaires : 13h 15mn en Première A, 12h 50mn en P.B, 11h 00 en Deuxième A - B, sur un total de 27h 30 par semaine.

(2)- Horaires : 1h 15mn en Deuxième A - B.

pireront à leurs droits civiques" (1), d'où la suppression de l'histoire et la rédaction de manuels "adaptés".

Comme il est dit ici, l'infantilisation des peuples colonisés a été aussi l'une des justifications de la colonisation dans laquelle participaient activement les missions dans "leurs oeuvres de bienfaisance". Le Pasteur Bianquis trouva que "Madagascar renferme encore de nombreuses races indigènes encore sauvages, vivant à l'état nomade, incapables de l'effort intellectuel que représente l'acquisition d'une langue aussi difficile (...) que le français" (2). Or, la résistance malgache à la pénétration européenne (missionnaires, colons) avait ses bastions dans ces milieux dits "sauvages" (révoltes des Menalamba, fahavalo, dahalo, etc ...)

La deuxième guerre mondiale (1939-1945) a apporté des éléments nouveaux dans les pays colonisés qui ont participé à la guerre sous forme de ravitaillement, envois d'hommes et autres : le prix de la liberté et de l'indépendance nationale et la possibilité de s'auto-gérer.

Le Général De Gaulle, à la conférence de Brazzaville en 1944 a promis de mener les pays colonisés à gérer "leurs propres affaires" (3). Du moins dans les colonies, on avait cru comprendre la déclaration du Général dans ce sens, tellement, on attendait depuis longtemps cet événement.

Peu avant la fin de la guerre, la Constitution française de 1944 déclarait dans son préambule : "La France entend conduire les peuples dont elle a pris la charge à la liberté de s'administrer eux-mêmes et de gérer démocratiquement leurs intérêts" (4). Par la suite, Madagascar a été dotée d'une Assemblée Représentative à Tananarive et d'une Assemblée Provinciale par décrets datés du 25

---

(1),(2)- BIANQUIS (J.), "L'Enseignement de la langue française à Madagascar", Revue de Madagascar, 1905, p. 320.

(3) - Cité par RABEARIMANANA (L.): la presse d'opinion à Madagascar, p. 95.

(4) - THIERRY (S.), Madagascar, p. 162.

Octobre 1946 du Ministre de la France d'Outre-mer, Marius Motet, socialiste. L'Indépendance n'était pas encore acquise. Dans les colonies, les forces de droite, représentées par les colons et certains nationaux appartenant aux associations franco-malgaches la refusaient. La situation a donné immédiatement naissance à la révolte du 29 Mars 1947 (1). Le M.D.R.M. (2) était présumé coupable. La répression a été sévère. Elle l'a été surtout vis-à-vis de la masse populaire dite "sauvage" et ignorante de la politique mais qui a donné son sang pour sauver la patrie de l'état colonial. "Toute l'Ile civilisée est restée calme" disait M. le Conseiller d'Etat Marcel de Coppet, Haut Commissaire de France, Gouverneur Général de Madagascar et Dépendances, lors de son discours d'ouverture à la Foire-Exposition du Progrès Franco-Malgache, à Tananarive, le 4 Octobre 1947. "Au contraire, continua-t-il, c'est au coeur de la forêt, dans les régions où les facteurs géographiques empêchaient l'influence française de se faire sentir, que les superstitions, la sorcellerie, les serments rituels, ont pu provoquer ce réveil de la barbarie" (3). Le gouverneur appelait ici "barbarie" la révolte. Pourtant, en 1789, elle s'appelait "révolution" et constituait un progrès. Il précisait que "parmi les exécutants, des individus fanatisés, appartenaient à des tribus encore primitives, dont Galliéni avait déjà pu mesurer la xénophobie" (4). Et pourtant, disait-il encore, "Nous sommes venus à Madagascar avec notre humanisme, notre culture, nos techniques(...) Nous avons introduit les libertés individuelles, les droits politiques (...) notre idéal démocratique (...) Mais (et justement) le développement, aussi rapide que possible, d'un peuple mineur n'est-il pas la justification dernière de toute entreprise coloniale ?"

Par conséquent "notre action civilisatrice doit désormais atteindre tous les habitants de Madagascar (...) en luttant contre l'isolement(...)" disait-il toujours dans un ton d'encouragement.

---

(1)- Les circonstances de cette révolte seront développées ultérieurement, cf. IVème P, Ch. I, A. 1).

(2)- Mouvement Démocratique pour la Rénovation de Madagascar.

(3), (4)- DE COPPET, discours, Bulletin Officiel de l'enseignement, p. 57-58.

Du côté malgache, la perception de la colonisation n'était pas la même. "L'humanisme" européen se traduisait par "le dédain du colonisé". Les fastes coloniales s'opposaient à la misère des Malgaches. De la "culture", les Malgaches "civilisés" avaient perdu la leur et ils n'étaient ni malgaches ni français parce que les Français les refusaient dans leurs cercles et ils dédaignaient leurs compatriotes. De la "technique", les Malgaches ne savaient ni fabriquer un outil métallique, ni organiser un travail agricole ou industriel à leurs profits. Les "libertés individuelles" et les "droits politiques" s'appelaient le SMOTIG, l'Indigénat ou les C.A.R. et C.R.A.M. (1). "L'idéal démocratique", la colonisation et le "développement" étaient sources de régression puisque les richesses du pays étaient expatriées à leur insu. Dans l'esprit du colonisé, si le civilisateur cherchait à "l'atteindre", c'était pour mieux l'asservir. La pédagogie coloniale n'a-t-elle pas été ajustée dans ce but ? Frustré dans sa culture, réprimé dans ses actes, le primitif fuyait le civilisé.

Après cette sanglante répression, les Malgaches avaient compris : ils avaient perdu toute chance de récupérer leur pays par la force. Le "calme" était revenu et comme le disait si bien Coppet dans son discours déjà cité : "La France demeure".

### 3) Les grandes réformes à la veille de l'Indépendance

L'enseignement se réorganisait et l'on en est arrivé à cette fameuse réforme de 1951.

La revue "Afrique Contemporaine" écrivait que "jusqu'en 1951, La Grande Ile (Madagascar) connut la croissance parallèle-

---

(1)- C.A.R.: Collectivités Autochtones Rurales, créées par l'arrêté du 7 Juin 1950, utilisant le fokonolona comme main d'oeuvre.

- C.R.A.M.: Collectivités Autochtones Rurales Modernisés (Oct. 1951) utilisant des prêts du FIDES, main d'oeuvre fokonolona.

le d'un enseignement primaire de type métropolitain et d'un enseignement malgache. La réforme de 1951 a institué une école primaire unique, avec pour objectif le niveau d'enseignement métropolitain du même degré"(1), comme pour Mme GOGUEL (A.M.), "jusqu'en 1951, Madagascar a connu, sous le régime colonial, un double réseau scolaire : celui des écoles indigènes, où la langue malgache était utilisée au niveau primaire(...) et celui de l'enseignement français, réservé aux Français et au petit nombre de citoyens français d'origine malgache(...)" (2). D'après elle, la réforme de 1951 a aboli "les deux réseaux et (a aligné) pratiquement l'école primaire malgache sur les normes françaises(...)" (3). Or, BOULADE (G.) a souligné que l'arrêté du 12 Novembre 1951 a recommandé que "le jeune Malgache doit acquérir dans sa langue maternelle ses premières connaissances, puis, tout en recevant une culture de plus en plus française, il doit continuer à se perfectionner dans la connaissance du malgache, qui reste pour lui un objet d'étude" (4).

En effet, comme nous l'avons déjà dit plusieurs fois, si l'instituteur était autorisé à utiliser la langue malgache dans un premier temps, il devait immédiatement la remplacer par la langue française dès que les enfants avaient acquis les vocabulaires de base. L'ensemble de l'enseignement était donné en français tandis que le malgache était étudié comme "langue étrangère", le français devenant la langue d'enseignement et devant être utilisé comme la langue véhiculaire dans toutes les relations sociales administratives et scolaires. Nous avons dit aussi que le contenu du programme scolaire était "adapté" aux besoins de la colonisation. Si pour certains, cet enseignement était "malgache" puisque le programme utilisé n'était pas exactement le même que celui de l'école métropolitaine, pour l'enfant malgache qui fréquentait les écoles indigènes, cet enseignement donné en français, d'origine française, inspiré des programmes français, utilisant des manuels rédigés

---

(1)- Afrique contemporaine, n° 11, Janvier-Février 1964, p. 19.

(2)- GOGUEL (A.M.), "Madagascar une réforme des objectifs et des méthodes à l'école primaire", in Education et Relations, p. 95.

(3)- Id., p. 95.

(4)- BOULADE (G.), "Quelques aspects de l'Enseignement à Madagascar", FOI et EDUCATION, n° 30, 1955, p. 45.

en français, parlant de la France ou parlant des "Joies et Travaux de l'île Heureuse" alors que sévissait la misère, était loin de l'être. "Les livres l'entretiennent d'un univers qui ne rappelle en rien le sien, le petit garçon s'appelle Toto et la petite fille Marie; et les soirs d'hiver, Marie et Toto, rentrant chez eux par des chemins couverts de neige, s'arrêtent devant le marchand de marrons" (1), écrivait Memmi. Il est à se demander si un tel enseignement peut être appelé un enseignement spécial. "Il est assez cocasse ajouta Boulade, d'entendre un grand gaillard lire avec application l'histoire de "Toto" sur un livre de lecture fait pour des petits français" (2). Même pour la lecture malgache, les élèves lisaient "Ilay dia Mahazendana vitan'i Lala" ("Le merveilleux voyage de Lala") où sont racontées les péripéties d'un voyage imaginaire fait par Lala, jeune Malgache fictif, à travers la France. Il y découvrait un pays magnifique, des gens admirables, etc ... L'ouvrage avait pour but essentiel de faire aimer la France. Il a eu beaucoup de succès. Il a été lu encore au Cours Moyen en 1959 et il a été intéressant de le lire parce que, en même temps que Lala, on y découvrait un pays différent de Madagascar. Cette lecture s'inscrivait dans la lignée pédagogique de l'ouverture à l'extérieur, mais cette ouverture s'arrêtait le plus souvent à la France. Le livre de lecture "Joies et Travaux de l'île Heureuse" qui avait sa version malgache, "Eto Madagasikara Nosy Malalantsika", et qui a été lue au Cours Élémentaire faisait découvrir Madagascar mais par rapport au "Merveilleux Voyage de Lala", il ne pouvait que faire sentir l'état arriéré des Malgaches, créant ainsi un complexe d'infériorité vis à vis des Français.

La réforme fondamentale apportée par l'arrêté n° 327-E/CG. du 12 Novembre 1951, portant réorganisation de l'enseignement public à Madagascar, a été, en ce qui concerne l'enseignement primaire, la répartition du programme en trois cours : le Cours Préparatoire, le Cours Élémentaire et le Cours Moyen. Chaque cours du-

---

(1)- MEMMI (A.), Portrait du colonisé, p. 134.

(2)- BOULADE (G.), Op. cit., p. 44.

rait deux ans : une première année et une deuxième année (article 5). A l'école "métropolitaine", le cours préparatoire ne durait qu'un an. La Première Année de Cours Préparatoire chez les Malgaches était sans doute nécessaire afin de permettre à ceux-ci le temps d'apprendre les premiers rudiments du malgache qui devait servir plus tard à l'acquisition du français. On avait remarqué que les élèves sachant lire et écrire d'abord en malgache avaient par la suite une meilleure acquisition du français.

Malgré la mise en place de "l'Ecole Unique" (1) à trois cours, l'arrêté a gardé (article 3), les deux types d'écoles parallèles : l'école de type "métropolitain" destinée aux Européens et aux enfants malgaches connaissant dès leur jeune âge la langue française (article 4) - on comprend pourquoi certaines familles malgaches évoluées initiaient leurs enfants en bas âge à parler en français afin de pouvoir accéder à cette école - et l'école de type "malgache" destinée aux autochtones. Les examens d'entrée en classe de sixième des Lycées et Collèges et ceux du Certificat d'Etudes Primaires Élémentaires étaient communs aux deux institutions. On comprend aisément que ces examens étaient donnés en Français. La connaissance du français était, pour les enfants issus des deux types d'écoles, plus importante que la connaissance du malgache.

L'arrêté a maintenu la scolarité de six à quatorze ans comme en 1933 (article 6). Les horaires et programmes de l'école "métropolitaine" étaient exactement les mêmes que les programmes métropolitains (article 8). Ceux de l'école malgache étaient du ressort du Directeur de l'enseignement qui devait préciser les "conditions d'utilisation de la langue ou des dialectes malgaches comme langues véhiculaires de l'enseignement en vue de faciliter la préparation des examens communs aux deux types d'écoles" (article 9).

"La réforme de l'enseignement de 1951, écrivait BOULADE (G.), a aussi pour objectif essentiel de porter l'enseigne-

---

(1)- BOULADE (G.), Op. cit, p. 49.

ment malgache au niveau de l'enseignement européen, à tous les degrés (le programme en sera donc inspiré) et en particulier dans l'enseignement professionnel et technique" (1).

Développer l'enseignement des ateliers de districts, créer dans chacune des cinq provinces, un centre d'apprentissage et une école ménagère, former des maîtres d'enseignement technique, étaient entre autres les multiples objectifs de la réforme.

"L'alignement" de l'école "malgache" à l'école "métropolitaine" était sans doute pour beaucoup "une conquête importante"(2), mais les deux réseaux étaient maintenus. Les élèves du C.E.2 devaient préparer le concours d'entrée au Cours Moyen 1ère année, premier palier de sélection. Un certain effort a été fait pour "malgachiser" l'enseignement mais n'était-ce pas dans le but de respecter une certaine politique commencée depuis Galliéni qui avait prescrit : "même si l'on ne tient pas à la développer, la langue malgache fournit un moyen pour agir efficacement sur la masse des indigènes(...)"(3). En effet, à l'école primaire, le malgache était très utile pour apprendre le mécanisme de la lecture, du calcul et de la langue française. Il était donc politiquement et pédagogiquement profitable et rentable. Malgré cette bonne volonté, l'horaire réservé à l'enseignement du malgache était très réduit. Sur vingt-sept heures trente par semaine, une heure trente seulement était réservée pour le dispenser (lectures et grammaire comprises) au Cours Élémentaires et deux heures au Cours Moyen. Par contre l'étude du français occupait huit heures quarante cinq minutes au Cours Préparatoire, sept heures quarante cinq minutes au Cours Élémentaire et six heures quarante cinq minutes au Cours Moyen. Les autres leçons, calcul, leçons de choses, histoire, géographie, etc ... "sont enseignées en français" (4) affirmait

(1)- GOGUEL (A.M.), Op. cit., loc. cit.

D'après ZIND (P.), l'École Unique en France a été réclamée par le Front Populaire depuis la 1ère guerre mondiale et réalisée la IV<sup>ème</sup> République. (cf. AVANZINI (G.) et Coll., La Pédagogie au 20<sup>ème</sup> siècle, p. 27-39).

(2)- GOGUEL (A.M.), "Madagascar, une réforme des objectifs" op.cit., p.95.

(3)- Galliéni, circulaire du 25 Mars 1901.

(4)- PHILIPPE (J), Le Français langue étrangère à Madagascar, p. 9.

Philippe Jean. Cet enseignement aussi était encore bien loin d'être malgache. Par ailleurs "alignement à l'école métropolitaine" et "malgachisation" avaient un aspect contradictoire.

La réforme de 1951 a donné suite au programme scolaire de Mai 1955 (1), qui sera repris en 1960 avec quelques modifications. Nous l'étudierons en abordant l'époque de l'Indépendance mais d'ores et déjà nous pouvons dire que ce programme que l'on appellera "malgache" s'inspirera des instructions officielles françaises de 1887 et de 1929. Il y avait bien une continuation apparente de la colonisation à l'indépendance.

Or, nous avons vu que ce programme primaire a déjà suscité beaucoup de problèmes, en particulier le problème de langues, donc de méthodologie qui, depuis l'époque des missionnaires, a créé des litiges sur le plan du principe.

Avant d'aborder les problèmes posés par l'indépendance, ne vaut-il pas mieux voir comment a évolué ce problème de langues pendant la période coloniale.

#### 4) Evolution du problème des langues

Nous ne voudrions pas recommencer et répéter des travaux qui ont été faits par d'autres chercheurs, en particulier, par Mme F.V. Esoavelomandroso, en ce qui concerne l'étude du bilinguisme à Madagascar (2), mais nous estimons qu'une petite mise au point s'avère nécessaire.

Comme l'a dit CARLE (R.), "l'enseignement à Madagascar pose en permanence le problème de la langue" (3).

- 
- (1)- Bulletin L'Ecole Publique de Madagascar, n° 41, Mai 1955  
 (2)- Mme ESOAVELOMANDROSO (F.), Langue, Culture et Colonisation à Madagascar, cf. tout le texte.  
 (3)- CARLE (R.), La langue malgache et l'enseignement, conférence donnée le 22 Mars 1958 à Tananarive (13 p), polycopie.

Le colonisateur ne peut pas laisser tomber une politique culturelle déjà commencée par les missionnaires : "œuvrer pour la diffusion de leur propre langue" (1) afin de faciliter la "mission civilisatrice" par la domination culturelle.

Malgré la circulaire du 25 Mars 1901, du général Galliéni, où il voulait se "préoccuper de préserver la langue du pays", des arguments en faveur du français ont été nombreux, à savoir, pour le colonisateur, la volonté :

- d'effectuer et de forger progressivement "l'assimilation du pays" (2) ;

- de "diriger l'enseignement d'après les principes qui conviennent les mieux aux intérêts de l'oeuvre de pacification et de colonisation" (3), en consacrant "la moitié du temps à l'enseignement du français" ;

- de "donner à toutes les intelligences (...) le moyen de se développer, de se perfectionner, en quelque sorte de sortir de l'isolement où le maintiendrait l'usage unique d'une langue" (4).

Le Malgache colonisé, partisan de l'étude du français, avait une panoplie d'autres arguments. La vénération et l'affection qu'ont eu les Français en faveur de leur langue ont convaincu les Malgaches cultivés de la souplesse, de la vivacité, de la technicité, de la beauté et de la supériorité de cette langue. Cette langue seule permettait d'acquérir des connaissances nouvelles, de sortir de la "malgachité", de se rehausser, de prouver que l'on est intelligent. Le Malgache qui sait manier le français, comme les Français eux-mêmes, ont un grand atout dans la société au sein de la colonisation. D'emblée, il méprisa la langue malgache et tous ceux qui ne sont pas arrivés à être comme lui "bilingue", donc "savant". Le Malgache-Français est "respecté" et par les Français et par les Malgaches. Par conséquent, chez le colonisé, "sa langue maternelle

---

(1)- Mme ESOAVELOMANDROSO, op. cit., p. 107.

(2)- RANOVONA (A.), La Politique de l'enseignement à Madagascar, p.20.

(3)- Circulaire du 16 Avril 1899, Archives Nationales, Tananarive H140.

(4)- Exposé Général de la Situation de l'Enseignement, 1933, Archives Nationales, Tananarive.

est l'humiliée, l'écrasée. Et ce mépris, objectivement fondé, il finit par le faire sien" (1).

Dans une certaine mesure, contrairement à ce que l'on pourrait laisser croire à "l'échec de l'assimilation linguistique"(1), il y a lieu d'accepter que la politique coloniale culturelle a bien réussi à Madagascar comme l'affirma BIANQUIS (J.) en écrivant que "le résultat de ce grand effort a été considérable, et jamais peut-être, dans aucune colonie, la langue du conquérant n'a pénétré avec autant de vigueur et de rapidité dans la population indigène"(2). Si dans beaucoup de cas, la prononciation restait défectueuse, peut-on parler d'échec puisque Galliéni a voulu en premier lieu apprendre les rudiments du français, car ce qu'on devait "demander aux Malgaches, c'est d'être des Malgaches parlant français, mais des Malgaches" (4).

o o o

Le but que se proposait Galliéni, dans sa politique "d'assimilation", reprise par la suite par ses partisans, n'était pas de faire des Malgaches, des Français, mais de fournir à la colonie, des "auxiliaires" capables, dociles, polis, soumis, et pouvant comprendre les ordres qu'on leur demandait d'exécuter. On demandait aux Malgaches de bien obéir mais pas de bien s'exprimer en français. On ne demandait pas aux Malgaches d'être des techniciens ou des "cerveaux" de la technique, on leur demandait de savoir manipuler des outils. "Au colonisé, dit Memmi, on ne demande que ses bras, et il n'est que cela : en outre, ces bras sont si mal côtés, qu'on peut en louer trois ou quatre paires pour le prix d'une seule" (5).

Il était de l'intérêt de l'administration coloniale de former des "auxiliaires", "clercs", "commis" autochtones, à bon marché, plutôt que d'en faire venir de France qui coûteraient très chers.

---

(1)- MEMMI (A.), Portrait du Colonisé, p. 136.

(2)- Mme ESOAVELOMANDROSO, op. cit., p. 124.

(3)- BIANQUIS (J.), "L'Enseignement de la langue française à Madagascar", op. cit., p. 318.

(4)- GAUTIER (E.F.), "L'oeuvre scolaire à Madagascar", p. 39.

(5)- MEMMI (A.), Id.,ibid., p. 110.

L'enseignement du français prenait une place de plus en plus importante dans la vie des Malgaches. Non seulement il permettait d'acquérir une culture et des connaissances nouvelles mais celui qui le connaissait bien pouvait acquérir une fonction "bien" salariée et assurée, donc, pouvait s'assurer une promotion sociale.

L'enseignement du français devenait ainsi une arme puissante entre les mains du colonisateur et il voulait s'y appuyer avec force car "tout individu qui parle une langue ne devient-il pas, fatalement en quelque sorte, tributaire du peuple même qui parle cette langue ?" (1)

Le français est devenu un "critère de sélection sociale" (2).

La langue malgache ne servait plus qu'aux relations sociales entre Malgaches. Elle n'avait pas de place dans les rouages de la vie coloniale. "Toute la bureaucratie, toute la magistrature, toute la technicité n'entend et n'utilise que la langue du colonisateur, comme les bornes kilométriques, les panneaux de gares, les plaques des rues et les quittances. Muni de sa seule langue, le colonisé est étranger dans son propre pays" (3).

Mais une sorte de "créolisation" (4) par l'intonation, par l'expression, par la traduction de la pensée malgache en français, rend le Malgache parlant français, étranger au milieu des Français.

- 
- (1)- FROIDEVAUX (H.) - "Les Colonies Françaises, l'oeuvre scolaire de la France dans nos colonies", op. cit., p. 201.  
 (2)- PHILIPPE (J.) - Le Français langue étrangère à Madagascar, p. 23.  
 (3)- MEMMI (A.), op. cit., p. 135. Il est étranger partout. Même avec "son" français, il est étranger en France.  
 (4)- Voir I.L.A., Linguistique et Enseignement, p. 106-107.

CONCLUSION PARTIELLE

Les missionnaires et les colonisateurs ont laissé des traces indélébiles dans la vie scolaire malgache. Ces traces portent les marques profondes d'une éducation axée sur :

- la civilisation européenne : hygiène, amour du luxe et du progrès;
- idéal humanitaire protestant : évolution de l'homme par son travail (1);
- la démocratie chrétienne catholique : intérêt pour les pauvres;
- le socialisme français : Jaurès, L. Blum, Fourier ...
- la valeur de l'école "vazaha" : programme et enseignement en français ;
- l'amour de la liberté incluse dans la culture française : esprit de révolte et de révolution ;
- l'estime des Français, de leur langue et de leur culture ;
- l'individualisme colonial, l'élitisme et le favoritisme ;
- le rabais et la frustration du Malgache dans tout son être.

Mais cet héritage éducatif, loin d'effacer l'éducation malgache originelle suscitait chez les nationaux la remise en cause de leur propre culture et par conséquent sa remise en valeur. L'amour porté par les Français à leur propre langue et à leur propre civilisation réveillait chez les Malgaches clairvoyants l'estime des leurs. Une véritable guerre des cultures s'annonçait animée par l'esprit d'indépendance et de progrès.

Tout le programme scolaire de l'enseignement primaire missionnaire colonial et né-colonial cultivait le "Mythe du Blanc".

---

(1)- "l'esprit humain doit être éveillé au travail créateur en fonction des individualités humaines" (DENIS (M.), dans AVANZINI et Coll., Histoire de la Pédagogie du 17<sup>e</sup> s. à nos jours, p.31 "Philosophie de la pédagogie protestante").

Aujourd'hui encore le "Blanc" est un être supérieur. Les "Dieux" chrétiens n'ont-ils pas la peau blanche ? Le "Blanc" est beau et fort. Aussi, beaucoup de jeunes filles ont de l'estime pour les "Blanches", et cherchent à blanchir leurs peaux, à avoir des cheveux lisses; beaucoup de jeunes enfants ont une crainte respectueuse des enfants "Blancs".

Il s'opérait un "greffage" (1) de cultures au niveau des Malgaches qui se sont laissés influencer par la culture française.

Presque tous les enfants scolarisés rêvaient de venir un jour en France, ce pays dont on leur a tant parlé et qu'ils ne connaissaient que par les livres et l'imagination.

L'école elle-même représentait déjà la France. "A la base, soulignait E. LIZOP, l'école apparaît comme un milieu étranger, totalement différent. On passe la porte de l'école comme on passerait une véritable frontière du savoir, mais une frontière culturelle, une frontière de manières d'être, de manière de sentir, de manière de penser (...)" (2).

L'obligation scolaire, renforcée par des amendes, l'idée de soustraire les enfants de la situation aliénante d'analphabètes, l'idée de les éviter de l'Indigénat, des CAR - CRAM et autres, et l'idée de leur offrir une situation sociale élevée dans l'Administration coloniale afin de protéger et d'aider matériellement, financièrement et socialement, la grande famille, en cas de besoin, ont entraîné un envoi massif d'enfants dans les écoles, surtout en ville. Il s'est créé un "boom" scolaire. A la veille de l'Indépendance, 47 à 48 % d'enfants scolarisables ont été enregistrés dans les écoles.

Le fait d'aller à l'école, de réussir les examens,

---

(1)- ZENY (Ch.), Problèmes Psycho-Sociopédagogiques de la maîtresse d'école rurale à Madagascar, p. 20.

(2)- Cité par ERNY (P.), L'Enseignement dans les pays pauvres, p. 12.

d'obtenir des diplômes de plus en plus élevés était devenu "pour les milieux défavorisés (...) la seule chance d'ascension sociale"(1). Ceux qui avaient déjà bénéficié d'une "bonne" scolarisation ne voulaient pas non plus l'abandonner (2).

La colonisation a fait des Malgaches des amoureux des études et surtout des diplômes.

L'enseignement colonial était conçu de manière à offrir un emploi, pour les Malgaches, toute étude doit offrir un emploi.

La colonisation voulait faire aimer la France, les Malgaches scolarisés se sont pénétrés l'âme de la France.

Les Français adoraient leur culture et leur langue, mais ils ont aimé aussi le folklore malgache. La culture malgache a ainsi repris de la valeur avec la langue qui l'anime. La Malgachisation de la culture porte non seulement la marque de l'éducation fonkolona mais aussi celle du protestantisme s'opposant au catholicisme et au colonialisme.

La colonisation a offert aux Malgaches une formation de base de manière à aimer la civilisation occidentale empreinte de progrès social et d'émancipation culturelle, les Malgaches veulent parvenir âprement à une vie aussi évoluée que celle des Français, soit par symbiose des deux cultures, soit par émulation et dynamisation de la culture malgache.

Les missionnaires et les colonisateurs ont développé la scolarisation, l'image de l'école est solidement rivée à celle

- 
- (1)- HUGON (P.), "L'Enseignement, enjeu de la compétition sociale à Madagascar", Lumière, n° 1958 du 16-12-73, pp. 5-6.  
 (2)- Ce qui explique la "tendance marquée des indigènes instruits vers l'enseignement" (X., "L'enseignement indigène à Madagascar", La quinzaine coloniale, 1912, p. 475).



du Blanc. On ne conçoit pas l'école sans les Français. Le Blanc était aussi porteur d'un message d'amour entre les hommes, de possibilité de vie commune, de pouvoir s'occuper des démunis et des faibles économiquement, d'où le socialisme. L'on exige de l'école qu'elle soit le support du progrès social : un progrès qui ne peut se faire que par les nationaux eux-mêmes, d'où le nationalisme.

Pour les colonialistes assimilationnistes comme Gal-liéni, ou pour les colonialistes associationnistes, socialistes comme Augagneur, comme pour les Malgaches lucides, le rôle de l'école était fondamental : libérer l'homme de la misère et de l'oppression économique et sociale.

Le colonialisme n'a-t-il pas pour raison d'être l'exploitation des terres afin de mieux vivre ? Pour que les Malgaches vivent mieux, ne faut-il pas que leur terre leur revienne et qu'ils l'exploitent à leurs profits ?

Mais la colonisation n'a jamais appris l'essentiel du progrès : la technicité. "Quelle puissance coloniale accepta jamais d'encourager ses protégés à cultiver les sciences, les techniques ?" (1). Cela tire à conséquence et constitue un handicap et un héritage non moins grave : l'attentisme et le complexe de dépendance. La colonisation favorisait l'essentiel de ce dont ils avaient besoin aux colonisés. Ceux-ci croient que, décolonisés, ils seraient abandonnés et laissés à la dérive : d'où manque de confiance à la malgachisation.

Après avoir reçu un héritage aussi lourd de conséquences que l'héritage colonial, comment l'école primaire va-t-elle être perçue à Madagascar après l'Indépendance ? Quel rôle nouveau va-t-on lui assigner ? Pourra-t-elle se débarrasser du rôle missionnaire et colonisateur qu'elle a joué ?

---

(1) - Etiemble, Parlez-vous français ?, p. 321.